

Le Monde

présente à ses lecteurs
ses vœux les meilleurs
pour 1977

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

ACC. NO. 18900
CLASS. NO. 27
DATE 27 APR 1977
11.40 F
S. RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CROIX ROUGE
C.C.P. 207-23 Paris
Tél. Paris 63 63072
Tél. : 246-72-23

DEUX NOUVEAUX PAS VERS LA DÉMOCRATIE EN ESPAGNE

Quarante ans après...

La mise en liberté sous caution de M. Santiago Carrillo et de ses sept camarades du comité exécutif du parti communiste d'Espagne semble le prélude à une reconnaissance — de droit ou de fait — du P.C.E. M. Adolfo Suarez, dont l'habileté tactique apparaît de plus en plus évidente, n'a-t-il fait arrêter — à grand renfort de publicité et de déclarations de fermeté — un des représentants le plus en vue de l'extrême-communisme que pour pouvoir faire accepter ensuite plus facilement aux ultras l'entrée du P.C.E. sur la scène politique ?

Paradoxalement, les intérêts de MM. Suarez et Carrillo concordent dans l'immédiat. Pourquoi l'intelligence politique d'un libéral issu du sérail franquiste n'aboutirait-elle pas aux mêmes conclusions que la dialectique marxiste d'un dirigeant qui a pu modifier — pendant près de quarante ans — les dures leçons de l'exil ? Le P.C.E. avait annoncé officiellement le 28 juillet dernier, à l'issue de la réunion de son comité central à Rome, qu'il abandonnait la clandestinité. Les communistes espagnols ont accompli ces dernières années une « longue marche » idéologique, dont l'étape la plus significative a été l'affirmation, en août, par M. Carrillo, que le P.C.E. accepterait le principe de la monarchie « si la majorité des Espagnols » y étaient favorables. De son côté, M. Suarez, dans sa marche vers la démocratie, a besoin d'un parti communiste légal qui symbolise aux yeux de l'étranger et surtout de l'Europe, la fin officielle du franquisme. Le chef du gouvernement espagnol sait d'autre part que le risque encouru est limité : selon certains sondages, un parti communiste devenu légal obtiendrait à peine 10 % des voix. Les caricaturistes espagnols ne s'y sont pas trompés, qui représentaient cette semaine MM. Suarez et Carrillo réunis pour s'abîmer le champagne de la nouvelle année.

M. Suarez, pourtant, ne s'est pas encore totalement engagé. Les anciens combattants franquistes n'ont pas oublié les exécutions de Paracuellos-del-Jarama en 1936, qu'ils attribuent, sans preuves définitives, à M. Carrillo, alors âgé de vingt et un ans. Pour eux, le P.C.E. demeure un pulsant symbole et un des derniers tabous de la guerre civile. Si la protestation des ultras, qui paraissent aujourd'hui en déroute, s'amplifiait jusqu'à devenir dangereuse, M. Suarez aurait toujours la possibilité de repousser la légalisation du parti après les élections législatives, voire de recourir de nouveau à la répression. Les huit dirigeants communistes, acheminés, ne sont qu'en liberté provisoire et toujours incarcérés d'association illicite.

La suppression de tribunal d'ordre public, pièce maîtresse de l'appareil de répression franquiste, et le fait que les affaires de terrorisme (qui concernent surtout les Basques) ne seront plus désormais soumises à la Cour suprême de justice militaire indiquent néanmoins que le gouvernement de M. Suarez a franchi une étape irréversible. On imagine mal désormais un dirigeant communiste condamné à de nombreuses années de prison pour délit d'opinion.

Depuis une année, la démocratisation en Espagne a été plus marquée que les prudents retours en arrière ou les apaisements donnés à la droite extrême. Le grand vainqueur de l'affaire Carrillo pourrait bien être en définitive le gouvernement espagnol, auquel M. Simon Sanchez Montero, numéro deux du P.C.E., a reconnu, en sortant de prison « des qualités d'intelligence et de souplesse ».

Dans une interview

LE PRÉSIDENT SADATE PRÉCONISE UN « LIEN INSTITUTIONNEL » ENTRE LE FUTUR ÉTAT PALESTINIEN ET LA JORDANIE.

(Lire page 3.)

- Le gouvernement supprime les tribunaux d'exception
- Le P.C.E. pourrait avoir rapidement droit de cité

Le gouvernement espagnol, réuni en conseil des ministres le jeudi 30 décembre, a décidé de supprimer les juridictions d'exception : tribunal d'ordre public et tribunal des délits monétaires. La justice militaire n'a plus compétence pour les délits de terrorisme commis par des civils. Ainsi, se trouvent en grande partie annulés les effets du décret-loi antiterrorisme. L'unité de juridiction est pratiquement rétablie.

Ce même jour, M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste, et les sept autres membres du comité exécutif du P.C., qui avaient été arrêtés le 22 décembre, ont été mis en liberté sous caution. Beaucoup d'observateurs tiennent cette mesure pour une reconnaissance de fait du parti communiste.

De notre correspondant

Madrid. — A 14 h. 45, jeudi 30 décembre, M. Carrillo, accompagné de l'un de ses avocats et de son épouse, sortait de l'infirmerie de la prison madrilène de Carabanchel, où le dirigeant communiste était détenu. Quelques instants plus tard sortaient de la prison six autres membres du comité exécutif du P.C.E., tandis que Mme Pilar Bravo était libérée de la prison de femmes de Yescas. M. Carrillo voulait donner une conférence de presse à 19 heures, mais celle-ci fut interdite par le gouverneur civil de Madrid, parce que l'autorisation n'avait pas été demandée. Les cautions imposées par le magistrat sont de 300 000 pesetas (21 000 F) pour le secrétaire général, de 200 000 pesetas pour les quatre dirigeants ayant des antécédents judiciaires (Mme Pilar Bravo, MM. Simon Sanchez Montero, Santiago Alvarez et Victoriano Diaz Cardiel) et de 150 000 pesetas pour ceux qui n'avaient pas encore eu affaire à la justice (M. Jaime Salas-terro, Julio Aristizabal et Manuel Ascarate). Les personnes soumises au régime de la liberté provisoire doivent se présenter au juge les 1^{er} et 15 de chaque mois. En fait, le séjour en Espagne de M. Carrillo est maintenant « légalisé » et il lui sera délivré, comme à l'habitude, une carte d'identité.

Le principe d'unité de juridiction

M. Manuel Lopez, avocat du dirigeant communiste, nous a déclaré : « Pour moi, ce fut une surprise. Jeudi, à 13 heures, le juge du tribunal d'ordre public nous a dit qu'il ne savait pas s'il allait décider la liberté provisoire ni, éventuellement, quel serait le montant de la caution. Peu après, il m'appela de nouveau. Dès que j'eus déposé la caution, il me communiqua l'ordre de liberté provisoire. » La suppression des juridictions d'exception est plus importante encore que la mise en liberté des dirigeants communistes. Il y a quelques jours, le tribunal d'ordre public avait été défini par un manifeste de l'association Justice démocratique (qui regroupe des magistrats membres de l'opposition) dans les termes suivants : « Ce n'est pas un tribunal de justice, mais une juridiction spéciale, dépourvue de toute garantie ».

La suppression de tribunal d'ordre public, pièce maîtresse de l'appareil de répression franquiste, et le fait que les affaires de terrorisme (qui concernent surtout les Basques) ne seront plus désormais soumises à la Cour suprême de justice militaire indiquent néanmoins que le gouvernement de M. Suarez a franchi une étape irréversible. On imagine mal désormais un dirigeant communiste condamné à de nombreuses années de prison pour délit d'opinion.

AU JOUR LE JOUR

LA GUERRE EST FINIE

Connaissez-vous la dernière histoire de France ?

C'était le 25 décembre 1976. Quelqu'un qui venait tout juste d'arriver dans l'autre monde lui raconta : « Vous savez, votre ex-Excellence ? Carrillo, vous vous en souvenez peut-être, eh bien ! on l'a arrêté pendant quelques jours, pour la forme, et il a été libéré tout de suite pour qu'il puisse jeter la Nonce An à Madrid. »

« Poisson d'avril ! Poisson d'avril ! », s'écria Franco en tapant joyeusement des mains.

Il se rappelait, en effet, que le 25 décembre était pour les Espagnols le jour des innocents. Équivalent du poisson d'avril français, le jour, enfin, où l'on faisait de genre de blague.

Mais ce n'était pas une blague. C'était, tout bonnement, que la guerre était finie.

PABLO DE LA HIGUERA.

Le Conseil constitutionnel met des limites à la supranationalité tout en acceptant l'élection du Parlement européen au suffrage universel

Le Parlement français examinera au cours de sa prochaine session, qui s'ouvrira le 2 avril, le projet relatif à l'élection au suffrage universel des membres de l'Assemblée européenne. Après avoir pris connaissance de la décision du Conseil constitutionnel sur la conformité avec la Constitution de l'engagement international qu'il lui a soumis, M. Giscard d'Estaing a estimé que la voie de la ratification parlementaire était ouverte.

Le Conseil constitutionnel avait été officiellement saisi, le 3 décembre, par le président de la République, en application de l'article 54 de la Constitution, de la question de savoir si la décision du Conseil des communautés européennes du 20 septembre 1976, relative à l'élection de l'Assemblée au suffrage universel direct, comportait une clause contraire à la Constitution. Il avait jusqu'au 3 janvier pour rendre sa décision.

En réalité, le Conseil avait été saisi officiellement dès le 5 novembre dernier, lorsque son président, M. Roger Frey, avait été reçu par M. Giscard d'Estaing. Aussi n'a-t-il eu le temps de procéder à une longue étude et s'est-il vu rendre sa décision le 30 décembre, après en avoir délibéré, une dernière fois, le jour même et la veille. En application de l'article 62 de la Constitution cette décision s'impose à tous les pouvoirs publics.

M. Giscard d'Estaing s'est aussitôt réjoui de son caractère positif : une décision de non-conformité avec la Constitution aurait imposé soit une révision de celle-ci, soit le blocage de l'engagement international pris avec les partenaires européens, et elle aurait dramatisé un débat qui est loin d'être clos. Un obstacle est levé, mais, comme on le verra, bien des barrières sont mises pour prévenir toute évolution supranationaliste de l'Europe, du moins dans le cadre de la Constitution de la V^e République.

Le Conseil constitutionnel a considéré qu'il était saisi d'un engagement international comme le prévoit l'article 54 de la Constitution. Par là même il affirme sa compétence, alors que celle-ci avait été contestée (le Monde du 13 novembre 1976). M. Georges Vedel a exposé dans le Monde du 25 décembre pourquoi l'acte qui accompagne la décision du Conseil des communautés du 20 septembre et qui modifie les dispositions des traités (sur le nombre des représentants des États et les modalités de leur élection) a valeur d'engagement international et entre dans le champ d'application de l'article 54.

Dans le premier de ses considérants, le Conseil définit l'objet de la saisine : élection au suffrage universel direct des représentants des États de la C.E.E. et conditions de cette élection. Il pose ensuite en principe qu'aucun texte constitutionnel n'autorise le transfert de souveraineté nationale à quelque organisation internationale que ce soit. On observe-t-il, il ne s'agit ni de modifier les compétences et les pouvoirs « limitativement attribués » aux Communautés européennes ni de modifier la nature de l'Assemblée concernée. Cet argument a maintes fois été avancé par MM. Giscard d'Estaing et Barre et même par M. Chirac à l'appui du projet qui sera soumis à ratification.

Une dynamique de souveraineté

Le Conseil constitutionnel répond à une autre objection des adversaires de la réforme : l'élection au suffrage universel direct, disent-ils, crée une dynamique de souveraineté et risque de transformer en constituante l'Assemblée européenne. Sur ce point, le Conseil est très net : l'élection au suffrage universel direct ne saurait créer ni une souveraineté ni des institutions qui porteraient atteinte à la souveraineté nationale, et elle ne saurait davantage porter atteinte aux pouvoirs des institutions de la République et notamment au Parlement. Pour être plus précis, le Conseil observe que toute évolution de ce genre ne pourrait résulter que d'une nouvelle modification des traités et de la mise en œuvre des procédures constitutionnelles prévues dans cette éventualité.

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 4.)

LE BILAN POLITIQUE DE L'ANNÉE

1976, une veillée d'armes

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

En cette année 1976, rien ne semble avoir vraiment changé dans le jeu politique français. Le régime fondé il y a dix-huit ans a évolué mais il se démantèle en place. La majorité continue à gouverner et la gauche à s'opposer. La vie quotidienne des Français, leur état d'esprit, leurs craintes et leurs espoirs ont été profondément modifiés, et à plusieurs reprises : la vie politique, en revanche, semble quasi immuable. Volontairement ou non, le sentiment d'être à la veille de grands événements, de grands bouleversements, s'impose à tous. « Nous sommes en 1934 », proclame celui-ci, qui rêve ou redoute un nouveau Front populaire, comme en 1936. « Pas du tout, c'est 1933 », assure celui-là, hanté par le risque d'une troisième guerre mondiale. Pour un autre, l'année de référence serait plutôt 1966, où la IV^e République a commencé à vaciller ; et quelques-uns enfin ne se lassent pas de prédire un nouveau mai 1968.

Pour M. Giscard d'Estaing, une mauvaise année

Si on examine la vie politique de 1976, elle paraît dominée par quatre hommes répartis en deux camps : M. Giscard d'Estaing et Chirac, d'une part, MM. Mitterrand et Marchais, d'autre part. Sans M. Jacques Chirac, qui s'est rallié avec éclat à sa candidature en 1974, il est fort probable que M. Giscard d'Estaing ne serait pas aujourd'hui président de la République ; mais sans M. Giscard d'Estaing, qui en a fait son premier ministre, M. Chirac n'aurait pu vraisemblablement assumer aujourd'hui comme un président de renouveau.

De l'autre côté, les choses sont sans doute moins nettes. Toutefois, on peut estimer que sans l'alliance avec M. Marchais et son parti, M. Mitterrand ne pourrait faire figure de chef de l'opposition et de candidat au pouvoir ; et que, s'il n'était pas associé au parti socialiste et à son chef, M. Marchais et les dirigeants du P.C. n'auraient pas été aussi loin dans la voie des révisions déclinantes.

Bref, c'est à une nouvelle version de la chanson enfantine « Je te tiens, tu me tiens », que semble se résumer pour l'instant ce qu'André Malraux aimait à nommer la « politique politique ».

Pour M. Giscard d'Estaing, l'an-

née avait assez bien commencé, mais elle finit plutôt mal. Un premier remaniement du gouvernement début janvier, la dégradation des relations avec le premier ministre pour « coordonner et animer l'action des partis politiques de la majorité », la réaffirmation bien nécessaire dans une allocution radiotélévisée, le 16 juin, de la prééminence du président de la République, ont marqué les étapes de la détérioration des relations entre le chef de l'État et son premier ministre. Dès le mois d'avril, M. Chirac commençait d'organiser discrètement son repli. De jour en jour, ses divergences avec M. Giscard d'Estaing devenaient plus apparentes et le quasi-sabotage de la législation taxant les plus-values n'en était qu'un épisode parmi d'autres. En juillet, il donnait sa démission, dont l'acceptation était fâcheusement différée jusqu'au 25 août ; ses propos publics consacraient alors la rupture.

Le Conseil constitutionnel avait été officiellement saisi, le 3 décembre, par le président de la République, en application de l'article 54 de la Constitution, de la question de savoir si la décision du Conseil des communautés européennes du 20 septembre 1976, relative à l'élection de l'Assemblée au suffrage universel direct, comportait une clause contraire à la Constitution. Il avait jusqu'au 3 janvier pour rendre sa décision.

Le Monde

paraîtra comme ses confrères le samedi 1^{er} janvier

LE III^e FESTIVAL DU CIRQUE DE MONTE-CARLO

La fête de l'exploit

Le troisième Festival international du cirque s'est tenu dans la principauté de Monaco, du 26 au 30 décembre, sous le grand chapiteau italien d'Americano Togni.

Créé dans le but de promouvoir le cirque dans le monde et de conserver sous sa forme traditionnelle toute sa valeur humaine et artistique à un genre de spectacle qui n'admet ni tricherie, ni inflation, ni sophistication, le Festival voit incontestablement son intérêt croître d'année en année et s'affirme dorénavant comme le lieu de rencontre privilégié des gens du cirque de l'Est et de l'Ouest, d'Europe, d'Amérique latine et des États-Unis. C'est ainsi que quarante-sept directeurs et responsables de cirques réunis à Monte-Carlo les 27 et 28 décembre, sur l'initiative de Rainier III, ont pris la décision d'organiser dans le cadre du Festival une réunion annuelle afin d'instaurer et d'harmoniser des rapports permanents, d'aborder et de trouver des solutions aux divers problèmes auxquels les « gens du voyage » sont aujourd'hui confrontés.

Ce troisième Festival a eu lieu à un moment où le cirque connaît un regain d'intérêt. On le redécouvre, on s'enthousiasme à nouveau pour la part de poésie populaire et de merveilleux qu'il offre parmi les silences et les rires, l'inquiétude et l'instant de vérité ; on lui accorde des attentions auxquelles il n'était plus habitué. Il y a actuellement à Paris cinq grands cirques : le Cirque de Moscou au Palais des sports, celui de Budapest à l'Hippodrome, le Cirque d'hiver, les chapiteaux de Bouffons et d'Amar installés respectivement au Champ-de-Mars et aux Invalides. Il y a de plus petits chapiteaux, comme celui des Gruss,

solidement planté près du Nouveau Carré Thorigny. Grâce au dynamisme persévérant de Jean Richard, à des aventures comme celle du cirque à l'ancienne, à des initiatives spectaculaires de chapiteau Jean Richard, il y a trois ans, sur l'emplacement du Gaumont-Palace, Bouffons, en juin, aux Tuileries, le cirque a repris pied dans la capitale. Le danger est peut-être maintenant celui de la saturation.

CLAUDE FLEOUTER.

(Lire la suite page 13.)

Au sommaire du supplément

EUROPA

publié dans

Le Monde

de lundi (daté 3 janvier)

• Une interview de Mme Thatcher, leader de l'opposition britannique.

• Un article sur la nouvelle crise de l'énergie, par Francisco Forte, professeur à l'université de Turin.

• Une étude sur les Arabes et la C.E.E., par Philippe Lemaître.

• Une enquête sur l'évolution des investissements américains en Europe.

Ce supplément est préparé en collaboration avec la Stampa, The Times et Die Welt.

PROCHE-ORIENT

Les Libanais en France

II. — LA RUÉE SUR LES ÉCOLES PRIVÉES

par ROGER CANS

On estime à vingt ou vingt-cinq mille le nombre des Libanais qui se sont réfugiés en France depuis le début de la guerre civile. Si l'adaptation des adultes est souvent difficile — pour des raisons autant psychologiques que matérielles — l'insertion des écoliers et des étudiants dans les établissements français s'est faite dans de bonnes conditions (« Le Monde » du 31 décembre).

Incontestablement, ce sont les étudiants qui sont les moins à plaindre parmi les Libanais réfugiés en France. Pour eux, l'inscription dans une université étrangère fait partie du « cursus » habituel, et bien des Libanais recherchent la consécration du diplôme français. Si la guerre civile leur a généralement fait perdre un an de leur cursus, aujourd'hui, de se rattraper dans les établissements français qui, dans la mesure des places disponibles, leur sont généralement ouverts. Le secrétariat d'État aux universités a, en effet, demandé à tous les présidents et aux recteurs de ne pas refuser de recevoir des étudiants libanais, qui sont dispensés de pré-inscription et inscrits sur titres ou, à défaut, sur présentation d'une attestation de l'ambassade. Ceux qui ont perdu leurs papiers au cours de l'exode ou qui ne peuvent se faire communiquer les pièces de leur dossier peuvent s'inscrire quand même en faculté, sans contrôle préalable.

Autre faveur, évidemment très recherchée : les bourses. Le ministère français des affaires étrangères a fait, cette année, un

effort particulier en faveur des étudiants libanais. Joseph Beyrouth, actuellement réfugié en France, a été nommé directeur de la responsabilité du gouvernement français. Le ministère des affaires étrangères a décidé d'assumer sa dette morale à l'égard des étudiants libanais en accordant exceptionnellement six cents francs par mois à ceux qui ont des bourses de 700 F à 1.100 F, suivant les cycles, elles sont principalement aux étudiants de l'école supérieure d'ingénieurs et aux étudiants de la faculté de droit et sciences économiques de Beyrouth, aujourd'hui repliés à Lyon pour la plupart (1). À signaler aussi une faveur accordée par le ministère de l'équipement : l'école supérieure d'accepter d'accueillir gratuitement des étudiants libanais (des étudiants étrangers, comme dans toutes les grandes écoles, payent normalement leur scolarité).

Tous en médecine

Toutes ces dispositions, cependant, ne doivent pas faire oublier les difficultés rencontrées sur le terrain par les réfugiés du Liban. Les difficultés financières ne sont pas le problème majeur. A en juger par les demandes d'aide transmises aux différents GROUS (Centres régionaux des œuvres universitaires), les étudiants libanais ont peu de soucis d'argent. Sur les 107 étudiants inscrits au GROUS de Lille, 3 seulement ont demandé une aide (2 demandes sur 23 inscrits à Reims ; 91 demandes à Paris pour environ 1.500 inscrits). Dans toutes les villes où se sont retrouvés beaucoup d'étudiants libanais (3), la

même impression prévaut chez les responsables des œuvres universitaires : « Il semble que leur désarroi soit plus psychologique que matériel ».

Le regroupement des réfugiés se fait essentiellement de bouche à oreille et par un réseau d'amicales ou d'associations franco-libanaises, devenues très actives. La répartition géographique des étudiants est souvent mal pondérée : il suffit qu'un étudiant ait pu s'inscrire ou trouver un logement en ville universitaire quel que part pour que, aussitôt, des compatriotes affluent. Ainsi à Lille, où l'université catholique a alloué des bourses, on a constaté soudain une arrivée massive de Libanais. « Une vingtaine d'étudiants m'ont contacté qu'ils venaient à Lille, mais ce genre d'études rémunérées est interdit aux étrangers ».

Ainsi, des étudiants font des études de pharmacie sans l'avoir vraiment voulu. « Je suis arrivé en France le 14 juin, raconte l'un d'eux, j'avais 37 ans et j'étais en poche. J'ai rejoint mon frère à Lille, où il est en troisième année de médecine. J'ai d'abord cherché du travail pour vivre et, pendant l'été, j'ai été brancardier à la clinique hospitalière. Maintenant, je suis inscrit à la faculté de

pharmacie, et j'attends chaque mois le chèque de mes parents, qui arrive, en principe, via Damas ».

Un autre étudiant orthodoxe de vingt-cinq ans, dont le frère a été tué « par les musulmans », a aussi dû s'inscrire en pharmacie pour faire quelque chose : « Je travaillais dans la banque de mon père à Tripoli. J'ai dû quitter le pays précipitamment et je me suis retrouvé à Lille dénué de tout. Je me suis fait embaucher comme manœuvre dans une usine d'armement, et, maintenant, je vais à la « fac » de pharmacie. Mais ce n'est pas mon rayon. Je préférerais la gestion ou les affaires ».

La recherche d'un internat

La situation est différente dans les écoles et les lycées. Comme une grande partie de l'enseignement francophone au Liban est assuré par des congrégations religieuses et des institutions privées, le premier réflexe des parents libanais a été de chercher l'équivalent en France. « Pendant deux mois, ces étudiants ont cherché, explique un responsable du centre d'orientation de l'enseignement privé, Libanais et Guadeloupais (1) débarrassés par charité entière et nous avons eu beaucoup de demandes. Beaucoup ignoraient que les écoles catholiques, aujourd'hui, n'offrent pratiquement plus d'internat complet ».

Même son de cloche au service de la scolarité, des examens et des bourses de la rue Mabillon. À Paris : « En 1972, ce fut Madagascar ; en 1973, le Chili ; en 1974

et 1975, l'Indonésie, et cette année c'est le Liban. Nous en avons placé un peu plus de trois cents dans les différents établissements publics de la capitale, surtout dans les sections scientifiques de première et terminale ». La répartition géographique des élèves montre, s'il en était besoin, que les enfants de réfugiés n'habitent pas les quartiers les plus déshérités. « Pour une centaine d'élèves placés dans les lycées du seizième arrondissement, nous n'en avons placé que trois dans le vingtième », précise-t-on au centre Mabillon.

Au foyer d'Orléans

Un lycée Molière, par exemple, on compte cette année une centaine d'élèves libanais. Au lycée Janson-de-Sailly — où l'on n'en dénombre que qu'une cinquantaine — arrive que, par le jeu des sections choisies, une classe de trente élèves compte neuf Libanais. Cela crée-t-il des problèmes ? Pas pour l'instant, répondent, unanimes, les chefs d'établissement.

L'absence matérielle ne disperse pas toujours le mal du pays. A Lille, trois lycéens, en France depuis le mois de juillet, sont repartis pour Damas à la Toussaint. Ils ne supportaient plus d'avoir à affronter seuls une existence partagée entre les difficultés scolaires, l'inconfort matériel et les rigueurs du climat. Il arrive aussi que des enfants ignorent totalement le français, comme ce petit Arménien qui a été placé, à Villeurbanne, dans une classe d'initiation pour « enfants de migrants ». Ceux-là se trouvent dans la même situation que les petits Maghrébins ou les réfugiés indochinois.

Des cas semblables, pourtant, restent l'exception. Dans l'ensemble, au dire de tous les responsables interrogés, les élèves libanais s'intègrent bien dans l'enseignement français, guère différent de ce qu'ils ont connu chez eux. Ceux dont les parents ont les moyens d'assumer les frais d'une scolarité privée, c'est-à-dire la grande majorité, ne se plaignent pas de dépit poursuivent leurs études en France. Encore faut-il que les parents trouvent l'établissement approprié, ce qui n'est pas toujours facile, surtout à distance.

D'autres trouvent simplement contact avec le SIF (Service

informations familles), au centre parisien de l'enseignement catholique. Le SIF s'efforce de trouver des familles d'accueil pour les enfants seuls ou lorsque c'est possible, un foyer qui héberge les élèves en dehors des heures de cours. C'est ainsi qu'il existe, à Orléans — depuis le 13 septembre — un foyer où vivent une trentaine de Libanais âgés de neuf à dix-neuf ans (garçons et filles). Ces jeunes, dont près du tiers sont musulmans, passent la journée dans l'un des cinq établissements catholiques de la ville et se retrouvent, au foyer, le soir, pendant les fins de semaine ou les « petites vacances ». Le foyer, dont la direction est assurée par un prêtre, est animé par une jeune fille de vingt ans et un ancien professeur d'origine libanaise.

« On improvise beaucoup ici », dit l'abbé Quatrecas, directeur diocésain de l'enseignement catholique. De fait, les jeunes du foyer Saint-Georges ne sont pas astreints à un régime contraignant. Pas d'horaires obligatoires, des autorisations de sortie. Le vendredi soir, ils se retrouvent dans la salle commune du foyer. Les plus âgés prennent leur guitare, chantent les airs du pays (et même l'hymne national) et, soudain, une jeune fille de dix-sept ans s'avance dans la salle pour improviser une danse du ventre. Non, ceux-là ne paraissent pas malheureux. Ils se reconnaissent volontiers : « De toutes façons, je serais venu terminer mes études en France », dit Tawfik, dix-huit ans, ancien élève musulman d'une école grecque orthodoxe. « Je suis ici pour quatre ou cinq ans encore. Je ne me considère pas comme un réfugié. » Et il reprend sa guitare pour jouer. Le clavier, accompagné par tout le groupe qui claque des mains. Dans un coin de la pièce, silencieux, trois laotiens, venus d'un foyer voisin, contemplant la scène. Ils n'ont pas envie de chanter, car ils savent, eux, qu'ils ne reverront probablement jamais leur pays.

FIN

Océan Indien

Un an de « voie socialiste » à Madagascar

III. — En quête d'un « front uni »

De notre envoyé spécial JEAN-CLAUDE POMONTI

Un an après la proclamation de la République démocratique, la Grande Ile teste une expérience originale. En matière politique, elle se donne des institutions sous la direction du président Didier Ratsiraka. Sur le plan économique, les nationalisations ont été menées avec ampleur mais avec prudence : les postes négatifs du bilan, nécessité d'importer du riz, recul de la construction et difficultés de la décolonisation économique — ont leur contrepartie dans un taux d'inflation modéré et un endettement extérieur très faible. (« Le Monde » des 30 et 31 décembre.)

Tananarive. — Les discussions n'ont pas encore passé le stade des petits comités ou des congrès, mais elles sont déjà sérieuses. Le premier semestre de 1977 doit être, en effet, consacré à la mise en place d'organismes clés de l'économie : la culture de riz, la culture de la Grande Ile, qui doit être dotée d'une Assemblée populaire. Des élections auront également lieu, selon la Constitution, à trois échelons intermédiaires : ceux du district-pokotany, lequel recouvre cinq fokontany au moins, du fivondronan-pokotany (sept fokontany au moins) et du fiantang, la région économique.

Arme d'un double mandat — son choix, en juin 1976, par l'ancien directeur : les 83 % de « oui » au référendum du 21 décembre 1975, — le président Ratsiraka se retrouve à la tête d'un régime « qui n'est pas un régime, mais demeure un régime », pour reprendre l'expression d'un diplomate. L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein d'une coalition gouvernementale avec trois autres formations : le M.P.M. (Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement), pour reprendre l'expression d'un diplomate, L'AREMA, avant-garde de la révolution malgache dirigée par le président, cohabite au sein

PROCHE-ORIENT

DANS UNE INTERVIEW AU « WASHINGTON POST »

Le président Sadate préconise un « lien institutionnel » entre le futur État palestinien et la Jordanie

Washington (A.F.P.). — Dans une interview par le Washington Post, publiée mercredi 28 décembre, le président Sadate se déclare partisan de la création d'un « lien institutionnel » entre la Jordanie et un État palestinien qui comprendrait la rive occidentale du Jourdain et la bande de Gaza.

En échange de cette concession à la thèse israélienne, le chef de l'État égyptien demande un retrait rapide de tous les territoires occupés depuis la guerre de 1967. Récemment encore, il paraissait disposé à accepter un retrait progressif échelonné sur deux ou trois ans.

La nature du lien institutionnel entre la Jordanie et la Palestine pourrait être une confédération ou « toute autre formule sur laquelle les deux parties se mettront d'accord ».

Le chef de l'État égyptien rappelle qu'en 1955, les Israéliens ont évacué le Sinaï en l'espace de deux à trois mois. Il pourrait maintenant suivre leur propre exemple, poursuit-il.

M. Sadate souhaite d'autre part

que le Liban participe à la conférence de Genève « sur un pied d'égalité » avec les autres membres prévus de la conférence (Israël, Union soviétique, États-Unis, Jordanie et Syrie). Signataire d'un armistice avec Israël en 1949, le Liban, souligne le président Sadate, est également « un pays du champ de bataille » et son nouveau président, M. Elias Sarkis, partage son opinion.

Les pays arabes, affirme par ailleurs le chef de l'État égyptien, ne cherchent pas à bousculer ou à harceler. M. Jimmy Carter avait même sa prise de fonctions. Ils ne font que remettre en route le processus de paix engagé après la guerre d'octobre 1973, et interrompu par l'affaire du Watergate et la campagne électorale.

Le président Sadate voit « certains éléments encourageants » dans la situation actuelle, en premier lieu l'accession de M. Carter à la présidence des États-Unis. « C'est un croyant et j'ai aimé les croyants, nous ne serons jamais en désaccord », conclut le chef de l'État égyptien.

JÉRUSALEM : un coup sérieux à l'O. L. P.

De notre correspondant

Jérusalem. — En commentant, un peu hâtivement sans doute, l'interview de M. Sadate au Washington Post, M. Allon, ministre israélien des Affaires étrangères, a déclaré, dans la soirée du jeudi 28 décembre, qu'il y avait une « évolution positive ». A la condition, a-t-il ajouté, que le président égyptien ait vraiment renoncé « à la création d'un troisième État entre la mer et le désert et qu'il souhaite maintenant une solution à la question palestinienne dans une perspective jordanienne ».

Or il n'y a rien dans les propos de M. Sadate, qui permet de penser qu'il ait abandonné l'idée de créer un troisième État, entre Israël et la Jordanie, l'élément nouveau étant son souhait de voir s'établir un « lien institutionnel » entre l'État à naître et le royaume hachémite. La plupart des éditeurs de la presse israélienne de vendredi relient cet élément essentiellement à un point qui est généralement interprété comme une grave atteinte à l'O.L.P., bien plus qu'un geste positif envers Israël.

M. Allon lui-même juge le reste de la déclaration de M. Sadate — en dehors du passage auquel il donne volontairement ou non, une interprétation erronée — comme un durcissement de l'attitude du dirigeant égyptien. Le ministre des Affaires étrangères estime que M. Sadate ne tient aucun compte des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité et mal à l'aise, le principe de la négociation en exigeant le repli immédiat d'une traite des forces israéliennes, « comme en 1955 », de tous les territoires occupés.

Les liens que l'État palestinien devra avoir avec la Jordanie, selon le vœu du Caire, l'alliance étroite qui unit désormais Damas à Amman, le sort réservé à l'O.L.P., constituent aux yeux de la plupart des observateurs, à Jérusalem, une remise en selle spectaculaire du roi Hussein. Ce dernier, du reste, n'est pas inactif et la chaleur de l'accueil qu'il a réservé à l'ancien maire de Hébron, le cheikh Ali Djaabari, ainsi que l'objet de leur entretien, indiquent clairement qu'il n'a pas renoncé à « se préoccuper » du sort de la Cisjordanie.

Ses amis se félicitent du succès du voyage du cheikh, qui s'est comporté à Amman, dit-on à

Hébron, comme le porte-parole des populations de Cisjordanie et de Gaza.

Le cheikh Djaabari a annoncé à Amman son intention de créer un « front politique palestinien » qui ne s'identifiera pas à l'O.L.P. Ce front militerait sans doute pour l'objectif connu de l'ancien maire : création en Cisjordanie et à Gaza d'un État palestinien indépendant, qui aurait de bons rapports avec la Jordanie qu'il a rejoint.

Ce qui ne peut pas le plus intéresser les Israéliens pour l'instant, c'est de savoir si les États arabes ont vraiment décidé de sacrifier l'organisation de M. Arafat. Dans l'affirmative, bien des obstacles seraient surmontés sur le chemin de Genève. Il serait plus aisé d'envisager une « autonomie palestinienne » sur une partie des territoires qui seraient restitués par Israël.

ANDRÉ SCEMAMA.

États-Unis

TABLE OUVERTE A LA MAISON BLANCHE...

M. Giscard d'Estaing a-t-il fait école outre-Atlantique? M. Jody Powell, chef du service de presse de M. Carter, a répondu, jeudi 28 décembre, que le prochain président des États-Unis souhaitait « être plus accessible à la population » et « rompre un isolement », qu'il juge mauvais, en invitant à sa table ou même à passer la nuit à la Maison Blanche des simples citoyens. On voit que M. Carter, à partir des mêmes prémisses que M. Giscard d'Estaing, aboutit à des conclusions opposées: il sera l'invité et non l'invité.

Petit déjeuner, déjeuner, dîner, le plus et le couvert: les Américains ont le choix. « Le nombre des possibilités est infini », selon M. Powell. Il est vrai que des épouses malicieuses ont eu, un matin, le privilège de prendre leur petit déjeuner dans l'arrière-cuisine de l'Élysée. M. Carter n'écrit pas de son côté l'idée de partager le repas à autre qu'un repas familial chez ses concitoyens.

Un « groupe de travail » va être formé pour rapprocher le président des États-Unis du peuple américain. Les citoyens sont invités à présenter leurs suggestions sur ce qu'il est possible de faire en écartant à une boîte postale spéciale de Washington, qui pose déjà de sérieux problèmes aux responsables de la sécurité.

M. Carter voudrait pouvoir avoir accès lui-même à ce courant, mais les suggestions sont parfois piégées... D. Dh.

Uruguay

RECTIFICATIF. — La famille d'un des deux Français emprisonnés en Uruguay, dont nous évoquions le sort le 26 décembre dernier, nous a écrit qu'aucun jugement n'a encore eu lieu et que donc aucune condamnation n'a été prononcée à leur encontre.

AMÉRIQUES

Équateur

Le gouvernement militaire nationalise les biens de la Gulf Oil

De notre correspondant

Quito. — Le gouvernement a nationalisé ce vendredi 31 décembre les biens de la compagnie pétrolière américaine Gulf Oil dans le pays. Une commission bipartite avait été formée, à la mi-octobre, entre représentants du gouvernement de Quito et de l'Equadorian Gulf Oil S.A. afin d'examiner les conditions de l'opération. Selon les dernières estimations, non officielles, l'Equateur paierait à la compagnie, en dix ans, une somme équivalente à 22 millions de dollars.

En consortium avec la Texaco et l'entreprise d'État CEPE (Corporación Estatal Petrolera Equatoriana) (1), la Gulf produisait la quasi-totalité du pétrole du pays, soit quelque 200 000 barils (2) par jour.

Les relations entre la compagnie et le gouvernement, déjà difficiles, étaient encore tendues au début de septembre dernier. Le ministre des Ressources naturelles, le colonel René Vargas, avait alors la compagnie qu'elle devait à l'État 33 millions de dollars d'arriérés d'impôts. La Gulf maintenait que l'Equation avait des dettes à son égard et lui avait imposé des taxes excessives. De plus, selon elle, CEPE avait, en mai dernier, vendu un quota de pétrole supérieur à celui qui lui était attribué au sein du consortium (3).

Jusqu'à l'an 2016...

La question a divisé le pays: la gauche, les milieux nationalistes, les universités, ont fait front derrière le gouvernement militaire. Pour eux, il était temps d'en finir avec une compagnie dont ils ne se sentent pas de dénoncer les parts politiques traditionnelles, se sont montrés plus réticents à leur égard et lui ont imposé des taxes excessives. Ils affirment que la CEPE ne possède ni l'infrastructure ni les techniques nécessaires. Et de citer le précédent de la distribution des produits pétroliers sur le marché intérieur. Lorsque, en janvier 1976, la compagnie d'État en a repris le monopole des mains de l'entreprise Anglo Oilfields, des problèmes d'approvisionnement se sont posés: coupure de courant électrique, queues devant les stations-service...

C'est en 1964 que le consortium

Texaco-Gulf s'était installé en Equateur, avec une concession de 1,4 million d'hectares, dans la région amazonienne. A ce premier lot étaient venus s'ajouter d'autres, après de multiples transferts de compagnie à compagnie, dans des conditions dénoncées par l'opposition nationaliste. L'entreprise Minas y Petrol S.A., qui avait reçu en 1961 une énorme concession de 4,3 millions d'hectares, ne commença à forer quelques puits que sept ans plus tard, avant de revendre une partie de sa concession à la Texaco-Gulf, à une valeur près de mille fois supérieure au prix d'achat.

Une loi des hydrocarbures est promulguée en octobre 1971, après plus de deux ans d'hésitations, par le gouvernement de M. José María Velasco Ibarra, afin de réglementer l'action des compagnies dans le pays. Mon sans que le vieux dictateur n'ait fait ajouter une disposition transitoire qui retardait l'entrée en vigueur effective de la loi jusqu'à la fin des contrats de concession en cours. C'est-à-dire, dans la pratique, jusqu'en l'an 2016.

Ces « détails » expliquent en grande partie la prise du pouvoir par les militaires en février 1972. C'est dans le domaine pétrolier qu'ils concentrèrent d'ailleurs leur action. En juin 1972, un décret donne valeur immédiate à la loi des hydrocarbures. Les contrats pétroliers en cours sont révisés, et le système des concessions supprimé. Des trois cents compagnies — certaines plus ou moins petites — présentes dans le pays, une dizaine resteront en place. L'État reprend possession de près de 5 millions d'hectares précédemment attribués mais non exploités. La compagnie d'État CEPE est créée et achète 25 % des actions du consortium Texaco-Gulf. Le gouvernement décide plusieurs hausses du prix du pétrole et des impôts, et fait entrer l'Equateur à l'OPPEP en novembre 1973.

Les compagnies, cependant, ne tardent pas à passer à la contre-offensive. Elles font pression pour obtenir une baisse des prix, tandis que la production de pétrole baisse régulièrement: de 206 000 barils par jour en 1973, la moyenne passe à 174 000 en 1974, et à 161 000 en 1975, soit moins de

la moitié du niveau prévu par le plan de développement. En novembre 1974, le ministre des Ressources naturelles, le contre-amiral Gustavo Jarrin Ampudia, alors président en exercice de l'OPPEP, qui était devenu le symbole de la politique pétrolière nationaliste, est obligé de quitter son poste. Le rapport des forces, cette fois, a changé: la baisse des exportations d'hydrocarbures a mis le gouvernement dans une situation difficile, et il accepte une première baisse du prix du pétrole en juin 1975. La hausse préconisée quatre mois plus tard par l'OPPEP n'est appliquée que partiellement. Un accord passé avec la compagnie romaine Rimpetrol n'est pas suivi d'effet, après une vive campagne de l'opposition de droite.

Mais cette nouvelle politique a suscité des remous dans les forces armées, notamment au sein de la marine nationaliste. Lorsque, en janvier 1976, le président, le général Guillermo Rodríguez Lara, donne sa démission, une assemblée de colonels se réunit à Quito. Elle exprime son mécontentement devant l'« abandon » de la politique pétrolière préconisée par le « plan de philosophie et d'action des forces armées », élaboré au moment du coup d'État de 1972. C'est elle qui fait pression afin d'obtenir la nomination au ministère des Ressources naturelles du colonel René Vargas, considéré comme proche de la ligne du contre-amiral Jarrin.

THIERRY MALINIAK.

(1) La Gulf et Texaco possèdent chacun 37,5 % des actions du consortium et CEPE 25 % depuis juin 1974.

(2) Un baril équivaut à environ 158 litres.

(3) Le gouvernement prend comme base de calcul, en vertu de la législation électorale, le niveau de production théorique, fixé officiellement. La Gulf réclame des évaluations à partir de la production réelle, quelque peu inférieure.

● M. Salvador Lara a été nommé, le 30 décembre, ministre des Affaires étrangères de l'Equateur, et M. Jorge Salvador Charibol, ministre du Travail. M. Salvador Lara remplace M. Armando Pesantes, qui avait démissionné le 28 décembre pour raisons personnelles. — (A.F.P.)

AFRIQUE

Tunisie

Un large débat sur les salaires et l'emploi s'ouvre au Parlement et dans la presse

De notre correspondante

Tunis. — « Si des problèmes se posent aujourd'hui, c'est parce que le pays a connu, depuis l'indépendance, des pas de géant dans la voie du progrès », a déclaré, mercredi 28 décembre, le ministre tunisien de l'Intérieur, M. Belkacem, qui présidait une conférence des cadres dans la région minière de Redeyef, dans le sud du pays. « Les problèmes », auxquels le ministre a fait allusion sont d'ordre social: ils concernent la hausse des prix, le relèvement des salaires, les avantages sociaux, la sécurité du travail, le logement, l'emploi et le développement des régions rurales. Ces questions sont posées depuis longtemps dans les revendications des divers syndicats, mais ces dernières semaines, et particulièrement depuis le début de l'examen du budget 1977, un débat plus large s'est instauré au Parlement et dans la presse.

L'« ouverture » imposée voici plus d'un an par les responsables dans le cadre d'un « dialogue » entre patrons et ouvriers, opinion publique et gouvernement, militants destouriens et cadres du

Cameroun

L'OPPOSITION DÉNONCE LA RÉPRESSION POLICIÈRE

A l'occasion de son congrès annuel, l'Union nationale des étudiants du Cameroun (UNEC), mouvement d'opposition au régime de Yaoundé, a tenu mardi 28 décembre, à la résidence universitaire d'Antony, un meeting d'information au cours duquel elle a dénoncé la répression policière. Un « groupe de militants », désignant sous le nom d'« O.N.Y.M.A. », indique, en outre, dans un document qu'il « depuis la mi-juillet 1976, des centaines de jeunes, lycéens, étudiants et travailleurs se trouvent détenus à Yaoundé sans aucun motif d'inculpation ».

Ces arrestations, poursuit le texte, se sont effectuées dans un climat de terreur comme ces quelques faits permettent d'en juger: prise d'otage dans des familles; pratique généralisée du chantage et de la corruption; pression morale sur les familles; persécution de délégués appartenant aux délégués et maîtres de sang.

La majorité des détenus, pour-

suit la lettre, furent arrêtés à Douala. Ils ont d'abord été maltraités dans les locaux de la police judiciaire, avant d'être transférés dans ceux de la B.M.M. (brigade mobile) à Yaoundé, sous le prétexte de la torture dans notre pays. Dans ce lieu sinistre, et selon le témoignage de membres de leur famille ayant obtenu la permission de les voir après six mois de détention secrète, beaucoup de prisonniers furent torturés. En outre, toute tentative des prisonniers pour entrer en contact avec l'extérieur s'est soldée par des sévices accrus.

Ces dénonciations, conclut la lettre, s'accompagnent d'une dégradation du niveau de vie (hausse des prix constante sur les produits de première nécessité), et d'une aggravation des problèmes sociaux (prostitution, délinquance juvénile). Cette lettre comporte, en annexe, une liste comptant une trentaine de personnes désignées comme « détenus politiques camerounais ».

Le cognac Gaston de Lagrange: les initiés ne s'y trompent pas.



Ceux qui connaissent vraiment le cognac savent bien qu'à son propos le conservatisme a du bon. Le temps, le soleil, la terre, la vigne font partie de ces choses qu'il serait à la fois vain et prétentieux de vouloir modifier. Ainsi, quoi qu'il arrive, le cognac Gaston de Lagrange conservera toujours les qualités qui font de lui un produit qui réclame du temps pour être découvert et un peu de mérite pour être apprécié.

Gaston de Lagrange. Le cognac qui mérite ses trois étoiles.

presse indésirable

**Après l'élimination du «despotisme des Quatre»
«Le Quotidien du peuple» annonce la «libération»
de «l'art et la littérature prolétariens»**

lundi mati

Printemp

Verde, Dolly C. Kelly C. Miller-Gibson, Susan D.
Suzanne Tracy C. Schaefer de M. Schaefer

هكذا من الأصل

DU PARLEMENT DE STRASBOURG

DEUX POINTS DE VUE

En 1950, M. Michel Debré proposait Une Assemblée aux pouvoirs limités des élections européennes

par DUSAN SIDJANSKI (*)

Il y a un quart de siècle, M. Michel Debré était en avance sur son temps : dans son *Projet de pacte pour une Union d'Etats européens* (1), il préconisait un modèle présidentiel et fédéraliste, comprenant « un arbitre élu pour cinq ans au suffrage universel des hommes et des femmes », un Sénat composé de ministres des Etats européens et des commissaires nommés par l'arbitre ainsi qu'« une Assemblée des nations européennes, composée de députés élus à raison d'un député par un million d'habitants » (2). Aujourd'hui, M. Michel Debré s'élève contre le rapport Tindemans et contre l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct.

Certes, tout homme politique comme tout citoyen a le droit de changer d'idée. Il n'en est pas moins intéressant de rappeler l'évolution des conceptions d'un homme politique de premier plan qui, autrefois partisan passionné de l'Union européenne, est aujourd'hui son opposant non moins passionné. D'autant qu'il a consacré un livre, en 1950, à expliquer sa conception de l'Union européenne.

Sa conviction européenne clairement exprimée, M. Debré propose un pacte fondamental entre les Etats européens en quatre articles suivis d'un commentaire ainsi que d'une loi organique, en cinq titres et trente et un articles, complétée par un commentaire de l'auteur. A l'heure actuelle, où le débat s'engage sur les formes et la substance à donner à l'Union européenne, il nous a paru utile de reproduire ce projet hardi de 1950 à l'attention de ses responsables politiques et des citoyens européens.

Mission et organisation de l'Union

En fonction de la mission qui lui est confiée, l'Union, par délégation de chaque Etat participant, assure la défense, l'amélioration des conditions de vie des peuples, le développement économique et la liberté du commerce et l'unification des institutions juridiques. Ainsi, outre les domaines couverts par la Communauté européenne, M. Debré estime nécessaire d'inclure la défense en tant que première tâche de l'Union. En cela, M. Debré va bien au-delà des suggestions de M. Tindemans.

Une part plus modeste est dévolue à la politique extérieure qui entre également dans la compétence et le pouvoir de l'Union : la politique des membres dans ce secteur sera unifiée par une coordination. Cette terminologie ambiguë s'explique par des susceptibilités que provoque l'unification de la politique extérieure. Chaque Etat pourra conserver « la privauté d'une organisation autonome de sa politique extérieure, marque d'une personnalité internationale qui demeure indiscutable. Les autorités de l'Union auront la responsabilité d'assurer une coordination à laquelle aucun Etat ne pourra se refuser sans risquer sa signification » (3). Dans ce domaine, la démarche de M. Debré ne diffère pas fondamentalement de celle préconisée par le rapport sur l'Union européenne, qui propose un engagement à mener une politique extérieure commune dans un certain nombre de secteurs précis, choisis en fonction de leur importance et des possibilités pratiques de réalisation.

L'organisation de l'Union retient le modèle présidentiel et fédéraliste. La

responsabilité de l'Union est confiée à un arbitre élu au suffrage universel et assisté d'un Sénat. Le Sénat, inspiré de l'idée fédérale, comprend, d'une part, un ministre par Etat membre, qui ensemble constituent le Comité des ministres, présidé par l'arbitre et ayant la charge de coordonner la politique extérieure de l'Union ; et, d'autre part, une dizaine de commissaires nommés par l'arbitre pour assurer le fonctionnement des services de l'Union. Le contrôle politique des organes responsables de l'Union est assuré par l'Assemblée des nations européennes, élue au suffrage universel direct. Ces trois institutions principales sont assistées d'un Conseil de l'Union ayant une fonction consultative. Le Conseil, composé de quatre sections, assure la représentation : 1) de la production et du travail ; 2) de l'éducation et des universités ; 3) des villes et des agglomérations, et 4) des œuvres et entreprises publiques ou privées de solidarité sociale. Il s'agit d'un conseil économique et social élargi. Enfin, une Cour de l'Union veille à l'application des obligations et des décisions communes.

L'organisation proposée par M. Debré se caractérise par deux traits originaux : l'arbitre et l'assemblée de l'Union, tous deux élus au suffrage universel. L'arbitre constitue le pouvoir actif et central. Face à la variété et à la division de la société européenne, M. Debré croit nécessaire de placer au sommet de sa construction « un homme dont le prestige moral et politique ne peut être discuté, grâce à la manière dont il est désigné » (4). L'arbitre est entouré par les dirigeants politiques des Etats membres correspondant au conseil des ministres de la Communauté européenne et par des commissaires qui ne sont pas sans rappeler les membres de la commission de la C.E.E. L'originalité principale du projet de Michel Debré est que ces deux organes sont présidés et cofinés par un homme élu pour cinq ans à la majorité absolue des suffrages exprimés des hommes et des femmes sachant lire et écrire et ayant la nationalité d'un Etat membre de l'Union. L'élection de l'arbitre au suffrage universel est seule susceptible d'assurer la légitimité d'une autorité.

Dans la même perspective, l'autorité légitime de l'Assemblée est fondée sur les élections au suffrage universel. Cette élection européenne que M. Debré préconise en 1950, il la refuse en 1976. Ce changement d'attitudes s'explique d'autant moins que l'Assemblée projetée par M. Debré est dotée de pouvoirs bien plus vastes que ceux dont dispose le Parlement européen à l'heure actuelle. En effet, l'Assemblée de l'Union contrôle les organes responsables, elle entend le rapport d'activité de l'arbitre, elle vote le budget de l'Union ; elle est saisie de toute mesure imposant des obligations aux Etats membres ou relative aux droits des personnes ; de plus, les membres de l'Assemblée peuvent poser des questions à l'arbitre et formuler des propositions. Les décisions adoptées par l'Assemblée sont promulguées par l'arbitre, qui dispose d'un veto suspensif. Ce veto peut être levé par le Sénat, ou par l'Assemblée si elle décide de maintenir son texte. Il s'agit donc d'une Assemblée représentative.

(*) Professeur à l'université de Genève.

sentant les peuples de l'Union et dotée de pouvoirs budgétaires, d'initiative et de contrôle.

Dans le débat qui s'ouvre à propos de l'accord sur les élections européennes et qui porte sur le choix d'un modèle pour l'Union européenne, nous avons cru bon de verser au dossier le projet de M. Debré. Bien que datant de 1950, ce projet n'a pas perdu de son actualité, d'autant que l'Europe se fait pas à pas, selon la réflexion de Churchill, et non pas avec des boîtes de sésame, selon le souhait d'ailleurs de M. Debré. En relisant ce projet aujourd'hui on ne laisse pas d'être impressionné par la force et la logique de l'argumentation de son auteur. Dès lors, on ne peut manquer de s'interroger sur les raisons d'un changement profond qui a conduit M. Debré dans le camp des opposants les plus acharnés et inconditionnels de l'élection du Parlement européen. En refusant cette légitimité directe, M. Debré rejette en réalité, au nom d'un nationalisme suranné, l'idée même de l'Union européenne. A contre-courant en 1950 lorsqu'il défendait au nom de l'Europe que l'on impose un pouvoir et que l'on force l'assentiment populaire (5), il l'est à nouveau aujourd'hui en cherchant à freiner les efforts prudents des gouvernements et en s'opposant à l'opinion publique favorable à l'Union et à l'élection européennes. Après avoir contribué à lancer l'aventure européenne, il réagit à présent à tout ce qui pourrait conduire à son accomplissement. Cependant, à son corps défendant, M. Debré continue à nourrir, grâce à son projet de 1950, la réflexion sur l'avenir de la démocratie européenne. C'est un apport positif à l'Union de l'Europe que ses réactions actuelles au nom de la Nation ne peuvent effacer.

- (1) Michel Debré, *Projet de pacte pour une union d'Etats européens*, Paris, les Editions Nagel, 1950, 61 p.
- (2) *Projet de pacte*, cité, p. 34 et 35.
- (3) *Ibidem*, p. 40.
- (4) *Ibidem*, p. 41.
- (5) *Ibidem*, p. 22.

L'accord du 20 septembre 1976

L'accord des Neuf du 20 septembre 1976, sur l'élection de l'Assemblée européenne, comporte deux textes : une *décision* du conseil de la Communauté et un *acte juridique*.

● LA DECISION recommande aux gouvernements d'adopter l'acte juridique « conformément à leurs règles constitutionnelles respectives ». Le conseil de la Communauté indique, en outre, que les Etats membres « entendront mettre en œuvre » l'intention exprimée par les chefs de gouvernement à Rome en décembre 1975, de faire élire directement l'Assemblée européenne à une « date unique en mai-juin 1978 ».

● L'ACTE JURIDIQUE fixe les modalités de l'élection : nombre des sièges par Etat (13 pour la France, ainsi que pour l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne et l'Italie, 25 pour les Pays-Bas, 24 pour la Belgique, 16 pour le Danemark, 15 pour l'Irlande et 8 pour le Luxembourg), la durée du mandat (cinq ans), le mode de scrutin (chaque Etat choisit son mode de scrutin propre, jusqu'à ce qu'un accord intergouvernemental sur une procédure conforme), etc.

Seul le Danemark a fait une

LA décision prise par le Conseil constitutionnel vient de chasser les derniers doutes sur la constitutionnalité de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct. Reste l'essentiel : « l'angoisse » politique qui se cachait derrière l'argumentation juridique, le « vertige » de certains devant la spirale supranationale, sentiments plus répandus qu'on ne le croit et qui ne sont pas toujours inspirés par des considérations de politique intérieure. Est-il encore temps de faire le point dans un débat où personne n'a rien à gagner aux simplifications hâtives, à l'amalgame et à l'anathème ? Que peut le Parlement européen ? Que peut-il devenir une fois doté par l'élection au suffrage universel direct d'une plus grande légitimité démocratique ?

La réalité est assez éloignée des deux images contradictoires que l'on en donne ordinairement : celle, un peu terne, d'une académie assoupie sur les bords du Rhin où sévit l'absentéisme inhérent au double mandat actuel (national et européen) de ses membres ; celle, projetée dans le futur, d'une assemblée toute-puissante dictant sa loi à la commission, au conseil, et — pourquoi pas ? — aux Parlements nationaux, pratiquant ce « régime d'assemblée » dont nous avons, paraît-il, eu la chance de débarrasser nos institutions nationales, se transformant même, dans les vagues les plus catastrophiques, en constituante d'une hypothétique fédération européenne.

Les pouvoirs actuels du Parlement européen — qui ne sont qu'exceptionnellement des pouvoirs de décision — sont très limités. Ils le sont par les traités de Paris et de Rome, ils le sont restés malgré presque un quart de siècle de revendications parlementaires. Ils ne sauraient surtout s'étendre sans le consentement des peuples et des Parlements des Etats membres.

Les traités de Rome dotaient l'Assemblée de « pouvoirs de délibération et de contrôle » (article 137 C.E.E.). Le pouvoir de « délibération », c'est celui de débattre de toute question intéressant l'Europe et d'adopter des résolutions sans effets obligatoires, c'est surtout le pouvoir d'émettre des « avis » sur les principales propositions de règlement et de directives faites par la Commission au Conseil, et, jusqu'à la réforme de 1970, sur le projet de budget communautaire. Mais ces avis n'ont de valeur que « consultative » et ne lient nullement le Conseil. Le Parlement s'est souvent plaint du peu de cas que l'on en faisait. Les pouvoirs de « contrôle », par contre, ont été dès l'origine plus étoffés : ils correspondent, dans l'esprit des fondateurs des Communautés à la vocation essentielle de cette « Assemblée parlementaire » : être le contre-poids démocratique, au risque d'une technocratie d'autant plus insupportable qu'elle serait supranationale. L'Assemblée fut donc dotée de moyens de contrôle très diversifiés et surtout efficacement « sanctionnés » par la possibilité de provoquer la démission collective des membres de la commission en adoptant une « motion de censure », menace qui n'a jamais été mise à exécution, mais dont l'existence explique en partie le bon fonctionnement du système de contrôle et l'harmonie des relations avec la Commission. Il est vrai cependant que tout cet ingénieux système n'est pas dirigé sur l'organe qui détient le pouvoir réel dans les Communautés : le conseil des ministres.

par JEAN VERGÈS (*)

Le rappel de ces limites et de ces garanties ne conduit nullement à sous-estimer les risques qu'une évolution supranationale, dans l'Europe telle qu'elle est, ferait courir à la liberté des Français de construire la société de leur choix. Il tend seulement à souligner que l'élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct n'est pas nécessairement l'instrument privilégié d'un « dérapage » supranational. Si dérapage il y avait dans l'enceinte de Strasbourg, il pourrait être contrôlé, voire arrêté. Si dérapage il y a, c'est peut-être déjà ailleurs : dans l'olympus futur du Conseil européen ou, bien plus sûrement, aux sièges bruxellois des multinationales. Ce que l'on peut, sans aveuglement, espérer d'une élection au suffrage universel, c'est justement un contre-poids à cette Europe-là, c'est que le débat sur le destin nécessairement partagé des peuples européens redescende sur la place publique. A ce niveau, le suffrage universel reste une idée neuve en Europe.

Une double garantie à l'indépendance nationale

Cependant, les pouvoirs que l'Assemblée exerce sont ceux qui « lui sont attribués par le présent traité » (article 137 C.E.E.), c'est-à-dire qu'ils sont limitativement énumérés et d'interprétation stricte. Contrairement aux thèses largement répandues au sein de l'Assemblée commune dans les premières années de la CEEA, au temps où un certain triomphisme parlementaire et supranational se référait volontiers à une prétendue « souveraineté » de l'Assemblée, tout ce qui ne lui est pas expressément défendu ne lui est pas pour autant permis. Cela ne signifie pas qu'une assemblée composée de parlementaires ne puisse revendiquer et quelquefois obtenir une interprétation des traités favorable à ses thèses. Le Parlement européen a ainsi obtenu la transformation de la procédure de « consultation » en procédure de « concertation » qui tout en laissant au Conseil le droit au dernier mot, donne plus de poids à ses « avis ». Mais il reste absolument certain qu'aucun accroissement important des pouvoirs du Parlement européen ne peut se réaliser sans l'assentiment des instances nationales. Toute modification de ses compétences exige une « révision des traités ». Or la procédure de révision (article 238 CEE) offre une double garantie à l'indépendance nationale : elle exige à la fois le consentement unanime des gouvernements et celui, unanime aussi, des Parlements nationaux.

(*) Professeur de droit public à l'université de Paris-I.

— voire des peuples directement consultés lorsque leur Constitution le permet.

C'est selon la procédure exigeant l'autorisation parlementaire que s'est réalisée la seule véritable progression du Parlement européen vers un pouvoir de décision. Le traité du 23 avril 1970, dont la ratification a été autorisée par l'Assemblée nationale et par le Sénat en juin 1970, lui a donné le droit d'arrêter formellement le budget des Communautés, mais un pouvoir réel sur une partie seulement de ce budget : les dépenses administratives. C'est précisément parce qu'il n'était pas clairement établi qu'il pouvait rejeter globalement le projet de budget arrêté par le Conseil que, se refusant la solution de facilité qu'aurait été une interprétation purement interne, la Communauté a choisi de soumettre en toute clarté cette solution à l'approbation des Parlements nationaux : c'est l'objet du traité du 22 juillet 1973 et du projet de loi autorisant sa ratification que l'Assemblée nationale a adopté le 7 décembre dernier.

Le rappel de ces limites et de ces garanties ne conduit nullement à sous-estimer les risques qu'une évolution supranationale, dans l'Europe telle qu'elle est, ferait courir à la liberté des Français de construire la société de leur choix. Il tend seulement à souligner que l'élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct n'est pas nécessairement l'instrument privilégié d'un « dérapage » supranational. Si dérapage il y avait dans l'enceinte de Strasbourg, il pourrait être contrôlé, voire arrêté. Si dérapage il y a, c'est peut-être déjà ailleurs : dans l'olympus futur du Conseil européen ou, bien plus sûrement, aux sièges bruxellois des multinationales. Ce que l'on peut, sans aveuglement, espérer d'une élection au suffrage universel, c'est justement un contre-poids à cette Europe-là, c'est que le débat sur le destin nécessairement partagé des peuples européens redescende sur la place publique. A ce niveau, le suffrage universel reste une idée neuve en Europe.

Une lettre de M. Alfred Kastler

M. Alfred Kastler nous écrit : Dans son article « Du bon usage du suffrage universel » paru dans le *Monde* du 29 décembre, M. Michel Debré écrit la phrase suivante : « L'article du traité de Rome de 1957 que l'on veut appliquer a été rédigé par des hommes qui considéraient que les souverainetés nationales sont mortes et qu'il convient par la « supranationalité » de « bâtir une souveraineté européenne ».

M. Debré ne saurait marquer plus nettement qu'il entend ainsi mettre en cause non seulement l'élection du Parlement européen au suffrage universel, mais le traité de Rome lui-même, fondement de la Communauté européenne. Qu'un ancien premier ministre propose à la nation de renier un traité international que le gouvernement français a contribué à élaborer, qu'il a signé et ratifié, me paraît extrêmement grave. Si la nation est conviée à rejeter un engagement pris par elle, que reste-t-il des accords internationaux ?

la T.V.A. baisse. les prix aussi.

Pour vous faire bénéficier de la baisse de T.V.A. et changer les étiquettes, le Printemps et les Galeries Lafayette seront fermés lundi matin 3 Janvier. Ouverture à 13 h 30.

Printemps
Hautecomme/Noël/Parly 2/Villiers/Bole-Gabriel/Cérel
Brunnman Roany 2. Entrée de l'Es-Saint-Denis.

Galeries Lafayette
HAUSSMANN-MONT-PARNASSE-BELLE EPINE

-meubles
208 10-30

EUROPE

Espagne

Deux nouveaux pas vers la démocratie

(Suite de la première page.)

Les causes en instance devant les juridictions d'exception vont être transférées à deux nouveaux tribunaux civils de Madrid, créés par le conseil des ministres de jeudi. En ce qui concerne le décret-loi anti-terrorisme, il est, sinon dans son existence, du moins dans ses effets, pratiquement abrogé. C'est en vertu de ce décret-loi que fut créé le conseil de guerre qui condamna à mort cinq militaires de l'ETA et du FRAP exécutés le 27 septembre 1976.

La décision du conseil des ministres apparaît à beaucoup comme le prélude à une amnistie totale. En effet, tous les prisonniers politiques déjà condamnés ou en instance de jugement, étaient déferés à ces juridictions d'exception.

M. Sanchez Montero juge la légalisation du P.C.E. « inévitable »

Pour la première fois depuis son arrivée en Espagne, en février 1976, M. Carrillo a pu pénétrer, jeudi après-midi, dans l'appartement que sa femme avait loué au cinquième étage d'un immeuble de la banlieue de Madrid. M. Dioní Fernández, représentant la Ligue belge des droits de l'homme, qui l'accompagnait, M. Carrillo a dit que l'accueil qu'il avait réservé les militaires d'autres partis de gauche emprisonnés à Carabanchel l'avait convaincu que « la lutte pour l'amnistie devait passer avant toute autre ».

M. Sanchez Montero, second de M. Carrillo, libéré en même temps que lui, a déclaré : « Désormais, la légalisation du P.C.E. est inévitable ». Il a souligné « les qualités d'intelligence et de souplesse du gouvernement ». « Notre libération », a-t-il ajouté, est la preuve de la victoire de la démocratie ».

● A PARIS, le P.C.F. a publié, jeudi 30 décembre, une déclaration dans laquelle il se félicite de la libération de M. Carrillo. L'humanité du 31 décembre écrit : « Le parti communiste français salue avec joie cette nouvelle étape du premier succès de l'efficacité de l'ample campagne de protestation qui s'est exprimée en Espagne et dans tous les pays du monde entier. Il faut maintenant obtenir l'abandon de toutes les poursuites contre Santiago Carrillo. Il faut obtenir la légalisation du parti communiste d'Espagne ».

● A MOSCOW, l'agence Tass a

Le président Suarez parait donc vraiment décidé à poursuivre la démocratisation. Le 28 décembre, M. José Antonio Girón, président de la Confédération nationale des anciens combattants franquistes, déclarait au quotidien de Barcelone, la Vanguardia : « Le système n'a pas été renversé, mais libéré » ; en ce moment, ajoutait-il, on ressent « l'absence définitive du Caudillo et l'insécurité de ses exécutifs testamentaires ».

Il ne semble pourtant pas qu'il en soit ainsi. L'armée reste fidèle au roi Juan Carlos, considéré comme l'authentique « moteur du changement ». En outre, pour les Espagnols qui n'ont pas participé à la guerre civile (80 % de la population actuelle du pays), M. Carrillo est un homme politique parmi d'autres, et il est possible que la « légalisation » de

ce dirigeant ait pour résultat de le « démystifier ».

Il paraît maintenant difficile de refuser l'entrée en Espagne à M. Delors Barrios (« le palanquero »), président du parti communiste. Cela signifie-t-il la

Un tribunal « politisé »

Le Tribunal d'ordre public fut créé par la loi du 2 décembre 1963. Il séjournait à Madrid et avait compétence sur tout le territoire national. Le Tribunal d'ordre public était composé par un président, deux magistrats assesseurs et un juge d'instruction qui appartenait tous à la carrière judiciaire. Ils étaient le plus souvent des hommes nommés par décret du ministre de la Justice, mais tenaient compte de l'avis des magistrats des tribunaux ordinaires. Il en était de même pour les deux procureurs nommés auprès de ce tribunal.

La loi du 2 décembre 1963 attribuait au Tribunal d'ordre public un rôle de tribunal d'urgence pour les affaires de sécurité intérieure. Les juges étaient nommés par décret du ministre de la Justice, mais tenaient compte de l'avis des magistrats des tribunaux ordinaires. Il en était de même pour les deux procureurs nommés auprès de ce tribunal.

La dernière décision prise par le juge d'instruction de ce tribunal quelques heures avant sa suppression le 30 décembre, a été la mise en liberté sous caution de M. Santiago Carrillo et de sept autres dirigeants communistes. — J.-A. N.

Portugal

La démission du chef d'état-major de l'armée de l'air témoigne du souci des militaires conservateurs de revenir à la hiérarchie traditionnelle

Lisbonne (A.F.P., Reuters). — Le général José Morais da Silva a démissionné de son poste de chef d'état-major de l'armée de l'air. Il a été remplacé par le général José Mendes Faria. Ce dernier, âgé de quarante-sept ans, fut commandant des forces aériennes en Guinée et était jusqu'alors chef d'état-major adjoint de l'aviation, chargé des questions logistiques.

Le premier des militaires qui pourraient être menacés par ce mouvement serait le général Vasco Lourenço, membre du Conseil de la révolution, actuel commandant de la région militaire de Lisbonne et gouverneur civil de la capitale. Mais la volonté de certains officiers de revenir à la hiérarchie traditionnelle est aussi inspirée par des considérations politiques. Les militaires conservateurs remettent en cause la représentativité des délégués de l'armée de terre au Conseil de la révolution. Aussi préconisent-ils des élections au niveau des trois armes, afin d'éclaircir du sein de l'armée, l'élément d'une « volonté » des militaires de revenir à une conception plus traditionnelle de la hiérarchie. Appartenant lui-même à l'aile conservatrice du Conseil de la révolution, le général Morais da Silva aurait démissionné pour être conséquent avec ses propres opinions. D'autres officiers conservateurs dénoncent les promotions éclairées dont ont bénéficié à la faveur de la révolution certains militaires de gauche — qui pourraient, à leur tour, être contraints de démissionner.

Les concessions de M. Soares à la gauche

D'autre part, la presse portugaise commente abondamment l'approbation, le 28 décembre, par le Parlement du budget et du plan présenté par M. Mario Soares. Si la plupart des commentateurs s'accordent pour voir un succès du premier ministre, les journaux conservateurs estiment que M. Soares n'a obtenu ce vote qu'au prix de concessions importantes faites à la gauche ; notamment en ce qui concerne la réforme agraire et les nationalisations.

Le gouvernement a, en effet, apporté à son projet des amendements de dernière minute garantissant la poursuite de la réforme agraire et notamment du processus d'expropriation des latifundia (700 000 hectares restent à exproprier). Le gouvernement s'engage à assurer que les travailleurs seront entendus sur les questions touchant l'application de la réforme agraire et, en particulier, en ce qui concerne la restitution légale d'une partie des terres expropriées à leurs anciens propriétaires.

● Un groupe financier libyen serait intéressé à l'achat de O Seculo, l'un des plus anciens quotidiens portugais, selon une rumeur qui circule dans les milieux de la presse à Lisbonne. O Seculo et la Société nationale de typographie dont il dépend appartiennent à l'Etat du fait de la nationalisation des banques. Le quotidien connaît de grosses difficultés financières. — (A.F.P.)

Belgique

CORRESPONDANCE

Une lettre

de M. François Perin

Après la publication de l'article de Pierre de Voisard sur la compétence masquée par la dévotion (le Monde du 10 décembre 1976), M. François Perin, député et cofondateur du Parti de la réforme, et de la Fédération Wallonie (P.R.L.W.) nous écrit :

Sans doute le principe du droit de réponse n'implique aucun droit de censure, mais il permet de rectifier des erreurs de fait :

1) Le texte de M. Pierre de Voisard dit que je « passe de l'opiniotisme » à un « certain unitarisme », or M. Pierre de Voisard ne dit pas que je suis « unitariste » comme co-fondateur du P.R.L.W., l'option fédéraliste est maintenue par ce nouveau parti ;

2) L'article incrimine « l'Etat » et non « l'Etat belge » ; or l'Etat belge n'est pas un « Etat » mais une « nation » ; c'est pourquoi je ne suis pas « unitariste » mais « fédéraliste » ; mon rôle de co-fondateur du P.R.L.W. et de représentant d'un parti actif, au nom de ce parti, à la conférence politique sur la régionalisation ;

3) L'article incrimine ma « dévotion » à l'égard de la « République » ; au congrès du Mouvement populaire wallon de 1961, c'est comme « dévotion » à l'égard de la « République » que j'ai fait remarquer avec quelque véhémence que l'institution monarchique, à peine émise en péril, devait soigneusement être écartée de la controverse sur les structures de l'Etat ;

4) Le dernier alinéa de l'article incrimine ma « dévotion » à l'égard de la « République » ; je ne retire rien de la vie politique aux prochaines élections ; cette information est complètement fautive.

Union soviétique

La poétesse Youlia Voznessenskaïa est condamnée à cinq ans d'exil

De notre correspondant

Moscou. — Un tribunal de Leningrad a condamné, jeudi 30 décembre, Mme Youlia Voznessenskaïa, une poétesse, à cinq ans d'exil (1) en un lieu encore non précisé. Cette poétesse de trente-six ans, mère de deux enfants, avait été arrêtée la semaine dernière (le Monde du 25-27 décembre). Elle a été jugée coupable d'avoir « diffusé l'Union soviétique », après la saisie, au cours de ses manœuvres, de trois de ses manuscrits : une introduction à une anthologie de poésies, une introduction à l'autobiographie d'un autre poète dissident, Gennady Trifonov, la réponse à un questionnaire mis au point par un peintre dissident.

Mme Voznessenskaïa a assuré sa défense devant le tribunal. Elle a plaidé non coupable et envisagé de faire appel. Ses ennemis ont commencé cet automne, lorsqu'elle a été arrêtée pendant trois jours dans le cadre de l'enquête ouverte sur l'affaire des graffiti « de Leningrad ».

Cette affaire assez mystérieuse remonte à 5 août lorsqu'on dé-

couvrit sur les murs de la cité de Pierre-et-Paul, mais aussi en divers autres endroits de la ville, des slogans antigouvernementaux. Mme Voznessenskaïa n'a pas été inculpée dans cette affaire. Deux poètes dissidents attendent en revanche de passer en jugement, mais sur certains rumeurs, ils ne seraient que des boucs émissaires. Il est impossible, affirmant leurs amis de Leningrad, qu'ils aient seuls et sans être pris en flagrant délit, inventé des slogans comme celui qui a été peint sur le mur de la cathédrale, et qui fait environ 40 mètres de long.

JACQUES AMALRIC.

● M. Vladimir Boukowski a demandé aux autorités helvétiques la plaquette non coupable et envisagé de faire appel. Ses ennemis ont commencé cet automne, lorsqu'elle a été arrêtée pendant trois jours dans le cadre de l'enquête ouverte sur l'affaire des graffiti « de Leningrad ».

Cette affaire assez mystérieuse remonte à 5 août lorsqu'on dé-

Grande-Bretagne

A PARTIR DU 1^{er} JANVIER

Des patrouilles aéronavales feront respecter la nouvelle zone de pêche de 200 milles

De notre correspondant

Londres. — Trois frégates prennent la mer vendredi 31 décembre pour assurer la police de la zone de 200 milles sur laquelle le gouvernement de Londres entend exercer désormais une « souveraineté limitée ». Louchant les droits de pêche. A Whitehall, on n'a pas perdu de temps pour faire savoir que, dès samedi matin, les chalutiers islandais seront complètement exclus de cette zone.

Dans leur mission difficile, puisqu'il s'agit de surveiller 270 000 milles carrés d'océan, les frégates britanniques seront appuyées par quatre escadrilles d'avions Nimrod. Ce type d'appareil, disposant d'un très long rayon d'action, peut exercer des missions de près de douze heures à basse altitude. Le radar dont les Nimrod sont équipés doit leur permettre de repérer les « braconniers de la mer », même dans les brouillards les plus épais. Les experts reconnaissent cependant que, à 300 kilomètres à l'heure, il ne sera pas toujours facile aux équipages d'établir que les navires suspects sont effectivement en train de pêcher.

Les membres de la Communauté européenne disposent du libre accès à la zone de pêche. Certains autres pays européens — la Suède, la Norvège, la Finlande, l'Espagne, le Portugal — se voient accorder un décal de trois mois avant d'être soumis à un nouveau régime. Le même décal est consenti aux chalutiers de l'Union soviétique, de la Pologne et de l'Allemagne. Les pêcheurs allemands, toutefois, réduiront de 15 % par rapport à l'année dernière et se résoudront à négocier rapidement un accord avec les pêcheurs bulgares, de la

Roumanie, du Japon, de Cuba et de l'Indonésie sont complètement bannis de cette zone à partir du 1^{er} janvier.

Une période de transition interviendra néanmoins avant que la Grande-Bretagne applique aux contrevenants les sanctions prévues (amendes illimitées, saisie des filets et des prises).

JEAN WETZ.

(Le « New York Times » du 30 décembre annonce, d'autre part, qu'en 1977 la marine britannique mettra en service deux petits navires de guerre dans la zone de prospection pétrolière de la mer du Nord. Ces navires, capables de rester en mer pendant de longues périodes, seront chargés de surveiller les quatre-vingts à cent plateformes de forage et les 9 000 kilomètres de pipelines qui assurent, après 1974, le tiers des besoins en pétrole des membres européens du traité de l'Atlantique nord.)

● La traditionnelle liste des honneurs a été publiée à l'occasion du jour de l'an. M. George Thompson, qui représentait jusqu'à présent la Grande-Bretagne à la Communauté de Bruxelles, et M. Brian Faulkner, ancien premier ministre de l'Irlande du Nord, deviennent pairs à vie et font ainsi leur entrée à la Chambre des lords. M. Davies Steel, chef du parti libéral, et M. Donald Stewart, chef du parti national écossais à la Chambre des Communes, sont admis au sein du conseil privé de la reine. Un titre de chevalier honore M. Peter Walfield, ambassadeur à Beyrouth, qui s'est rendu populaire en célébrant, en juin dernier, l'anniversaire officiel de la reine au milieu des fusillades. — (Correspondance.)

République fédérale d'Allemagne

Le Dr. Kurt Scharf, évêque évangélique de Berlin-Ouest, prend sa retraite

Le Dr Kurt Scharf, évêque évangélique de Berlin-Ouest depuis dix ans, a décidé de prendre sa retraite à l'âge de soixante-quatorze ans.

Un prélat non conformiste

La démission de Mgr Kurt Scharf constitue un événement qui dépasse le cadre de l'Eglise évangélique allemande. C'est le départ d'un des derniers représentants actifs de cette Eglise — confessionnelle — qui, de 1933 à 1945, refusa la tutelle du national-socialisme, d'un évêque non conformiste, rebelle à l'autorité du pouvoir politique quel qu'il soit et contesté par les fidèles les plus conservateurs.

Or lui reproché de s'immiscer constamment dans la vie politique, de négliger l'éducation religieuse de la jeunesse au profit d'un engagement social vaguement humaniste, de tolérer, sinon d'encourager, les activités des « pasteurs rouges ». Mais, pour ce prélat de soixante-quatorze ans, l'annonce de l'évangile a toujours été inséparable de ses implications politiques. C'était vrai lorsqu'il fut pasteur à Schenkenhausen et qu'il construisit « un camp de concentration » où il y pénétra pour célébrer la communion avec un prisonnier, le pasteur Martin Niemöller, dirigeant de l'Eglise confessionnelle. En tant que président du conseil des frères de cette Eglise pour le Brandebourg, Mgr Scharf fut interdit de séjour à Berlin et plusieurs fois arrêté par les nazis.

C'était vrai encore quand, en 1968, il joua les médiateurs entre les étudiants contestataires et les autorités. Il condamna la recours à la violence, même s'il comprenait les objectifs des étudiants. En 1974, il rendit visite à Ulrike Meinhof, qui faisait la grève de la faim en prison. Pour beaucoup d'Allemands, cette visite a été un sujet de scan-

dale qui a alimenté pendant deux ans les discussions de l'Eglise évangélique berlinoise. « Si je me tais un reproche, répond le Dr Scharf, c'est de ne pas lui avoir rendu visite une seconde fois avant sa mort ».

Ses adversaires, qui l'ont accusé d'être en partie responsable d'une certaine désaffection pour l'Eglise évangélique, lui reprochant des prises de position unilatérales en faveur de la gauche. « Sa lutte contre le nazisme l'a rendu partial », assure un célèbre publiciste de Berlin. Mais le Dr Scharf n'a pas trouvé grâce aux yeux des autorités communistes de la République démocratique allemande, qui, après la construction du mur, lui interdisent l'accès de Berlin-Est.

Un engagement en faveur d'une meilleure compréhension entre les protestants et les autorités de R.D.A. n'a rencontré qu'hostilité à l'Est comme à l'Ouest.

En R.F.A., les critiques ont été d'autant plus vives que le Dr Scharf a participé activement en 1965 à la rédaction d'un mémorandum sur la situation des expulsés et les rapports du peuple allemand avec ses voisins orientaux, qui annonçaient la « politique à l'Est » menée quelques années plus tard par la coalition libérale socialiste.

Pour le Dr Scharf, la coupure institutionnelle des Eglises n'entamait pas la communauté de la foi, interrogé sur la poésie, première passion de sa jeunesse, c'est à un auteur est-allemand qu'il emprunte trois vers : « Celui qui se presse vers l'Eglise trouve des murs et un toit (...) et il n'est pas obligé de prier ».

DANIEL VERNET.

La R.D.A. renforce pour les étrangers les conditions de passage entre les deux Berlin

De notre correspondant

Bonn. — Le quotidien du P.C. est-allemand, Neues Deutschland, a annoncé le jeudi 30 décembre qu'à partir du 1^{er} janvier les étrangers et les apatrides auront besoin d'un visa pour se rendre à Berlin-Est et qu'après chaque visite ils devront avoir quitté la ville avant minuit. Jusqu'à maintenant, seule la possession d'un passeport en cours de validité était exigée aux deux points de passage réservés aux étrangers entre Berlin-Ouest et Berlin-Est : le Check Point Charlie et la gare de la Friedrichshagen. Le séjour pouvait être de vingt-quatre heures. Les étrangers continuèrent à être soumis au change minimum obligatoire de 6,50 Deutschmarks (13 francs). Il seront ainsi traités exactement comme les citoyens de la République fédérale.

Elles que l'information donnée par Neues Deutschland ne le précise pas, il semble que le personnel des missions militaires des trois puissances occupant Berlin-Ouest (c'est-à-dire les militaires américains, britanniques et français) pourra continuer à circuler sans entrave dans le périmètre du « Grand Berlin ». La libre circulation des militaires et des diplomates des quatre puissances dans les quatre secteurs de

l'ancienne capitale du Reich est en effet, avec l'élection indirecte des députés de Berlin-Est à la Chambre du peuple de la R.D.A., l'absence de souveraineté de la R.D.A. sur l'espace aérien du « Grand Berlin », une des dernières manifestations du statut d'occupation de la ville.

Les trois Occidentaux n'ont pas encore réagi officiellement à la décision du gouvernement de Berlin-Est, mais il ne fait aucun doute que les autorités est-allemandes cherchent à transformer un peu plus la ligne de démarcation entre les trois secteurs occidentaux et le secteur soviétique de Berlin en « frontière d'Etat ».

Ce n'est pas la première fois qu'il y a eu une tentative de séparation de la R.D.A. totalement intégrée à l'intérieur du pays — au statut quadripartite ou à ce qui en reste.

Il est possible, d'autre part, que des considérations financières — la distribution des visas rapportera des devises — et des raisons de sécurité — les travailleurs immigrés (notamment arabes et turcs) vivants à Berlin-Ouest pouvaient facilement d'un secteur à l'autre — aient joué un rôle dans cette décision. — D. V.

1976, une veille

L'ANNÉE 77

هكذا من الأصل

OFFICIEL DE LA PHILATELIE

مَكْذُوبٌ مِنَ الْأَصْلِ

سكنا الاول

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

LA CLUSAZ AU-DESSUS DE LA CRISE

« Quand la neige va, tout va... »

La crise économique... Quelle crise ? Les bonnes et riches gens de La Clusaz font les yeux ronds. La neige, elle est là, oui ou non ? Les clients, ils sont arrivés, oui ou non ? En cette fin de décembre, à La Clusaz comme dans les autres stations, la pompe à argent des sports d'hiver tourne à plein régime. A toutes les portes, depuis Noël, l'affichette « complet ». Si quelques appartements ou chambres d'hôtel sont bien restés inoccupés dans la semaine qui précède les fêtes, la responsabilité en serait à l'éducation nationale, coupable d'avoir avancé cette année la date des vacances scolaires.

Hors cela, « la saison s'annonce bonne, comme les précédentes », prédit-on partout. Et quand ils affichent cette certitude, la main sur le portefeuille, les bonnes et riches gens de La Clusaz ont des mines gourmandes de banquier des neiges.

Sur la piste, regardez les pieds des enfants. Chaussures de ski superchampion. Zébrées les combinaisons des skieurs. Testées et garanties par la dernière cuvée de médailles olympiques. Lâchez les virines du lieu. Vous voilà au bazar du coûteux inutile. Mirz les menus des restaurants en belles lettres calligraphiques. Fêtes fragiles, s'abstenir. Dansez dans la boîte de l'ex-boxeur Menestrey. Corps à corps.

La Clusaz déglutit sans hâte sa ration haute calorique de vacanciers. Dans la boue de cristal qu'est la gentillesse station savoyarde, aucune voyante ne parviendrait à lire que la France, selon les mots de son président, s'apprête à vivre une année 1977 « difficile ».

« Quand la neige va, tout va », dit M. Farraro, président du groupement des remontées mécaniques de La Clusaz. La neige était cette année au rendez-vous des vacances, devant même la clientèle, qui avait quelques jours de retard. « Ah, la malencontreuse idée qu'on a eue de fixer

les congés scolaires au 18 décembre ! » s'exclame M. Grand, directeur de la station. Malencontreuse parce que tous les parents n'ont pu se libérer aussi tôt que leurs enfants et que, de ce fait, jusqu'au 23 décembre les capacités d'hébergement de La Clusaz n'ont été occupées qu'à 90 %.

Les autres années, le taux frôlait les 100 %. La station était pleine de Noël à la rentrée des classes. Pas loin de deux bonnes semaines d'occupation, tandis que cette fois la durée moyenne du séjour tourne autour de huit jours, les parents reprenant leur travail dès le 3 janvier. « Les directeurs de station vont faire des démarches pour qu'on revienne l'an prochain aux anciennes dates de congé », annonce M. Grand.

Petits soucis. Le coefficient de remplissage pour janvier, autrefois le mois le plus creux, atteint 80 %. Et février, n'en perd pas. Il fallait réserver en juillet pour trouver une place. « Si nous augmentions de 50 % le prix de location pour février, aurons un loueur de meublé, aucun doute que nous remplirions tout de même la station. » Chômage ou pas, les Français ne pourraient plus se passer de vivre une

semaine exposés au soleil des cimes et aux spots des pistes de danse. Voilà qui aurait suppléant dans la vie des Durand-Dupont les visites endimanchées aux cousins de province, quitte à rogner sérieusement, s'il le faut, sur les dépenses d'équipement et de restaurant. Et si n'étaient les Français, il y aurait les Allemands, les Suisses, les Belges. Chaque année, déjà, ceux-ci viennent plus nombreux dans les stations savoyardes, attirés autant par les avantages de change que par les charmes de celles-ci.

L'étoile du chômeur

La crise. Pardon, on rencontre des promoteurs soucieux. « Je n'arrive pas à faire construire autant d'appartements que je pourrais en vendre », se lamente M. Gobert, agent immobilier. Le prix du mètre carré a sur beau tripler depuis quatre ans à La Clusaz, passant de 2 500 à 7 000 F. M. Gobert n'en a pas moins chaque année soixante clients potentiels pour une trentaine d'appartements à placer. On se bouscule encore chez les cadres et dans les professions libérales pour acheter « à la

neige » des logements à 250 000, 300 000 F pièce. « Un placement rentable, croient-ils. Grâce à la location. Mais est-ce bien sûr ? »

Pauvre M. Gobert, il voudrait bien en faire construire davantage, des appartements. Mais sur quels terrains ? Il était autrefois de pauvres paysans qui habitaient La Clusaz. Ils vendirent des parcelles de leurs champs aux agents immobiliers et s'enrichirent tant dans ce commerce qu'ils n'eurent bientôt plus ni le besoin ni l'envie de conclure d'autres affaires. Ils dirent alors qu'ils voulaient préserver leur petite commune des appétits grossiers des promoteurs. Aujourd'hui, le marché foncier est bloqué. Un talus de 4 800 m² vient de se vendre 2,2 millions de francs. « Les gens d'ici sont riches. Le moindre employé communal possède deux ou trois chalets. Mes concitoyens ne connaissent pas leur bonheur », commente le maire, M. Pollet-Villard.

Leur bonheur, peut-être pas, mais leurs droits, oui. La dernière saluée dans les stations de sports d'hiver est de jour du droit au chômage. Imaginez que vous travaillez sur les pistes, dans un hôtel ou un night-club. Ce rapporte gros, mais ce ne dure que le temps d'une saison. Entre-temps, vous lrez pointer au chômage pour toucher un peu plus de la moitié de votre salaire.

Le procédé s'est généralisé. « L'an dernier, dix de mes quarante employés se déclaraient chômeurs quand je les ai embauchés. Cette année, les quarante s'étaient », raconte un hôtelier. Porter l'étoile du chômage n'est plus personne.

« Le chômage, c'est la mode », dit cette fille de paysans poléonnesse aux remontées mécaniques. Comme quoi, même si parait de la neige, la crise économique a des effets pervers.

PIERRE-MARIE DOUTRELANT.

Irons-nous aux eaux ?

C'EST le 5 janvier à Paris et, une semaine plus tard en province que débute officiellement la campagne nationale de promotion du thermalisme, entreprise conjointement par le secrétariat d'Etat au tourisme, la Fédération française des stations thermales et l'Association française d'action touristique.

Sur le thème « Allez aux eaux », qui sera dûment répété par voie d'affiches, on va donc s'efforcer d'inciter les Français à reprendre le chemin de nos sources et de ces buvettes que nos grands-parents prenaient fort, et où, gobelet gradué en main, ils faisaient jadis, et sans se faire prier, des séjours réguliers.

La France compte aujourd'hui une bonne centaine de stations thermales classées. C'est dire que nos peaux, nos fesses, nos reins, nos nerfs et nos branches n'ont que l'embarras du choix ! Pour tant, on n'a pu parvenir à totaliser, chez nous, ces dernières années, qu'un demi-million de convalescents bon an, mal an, alors que des voisins comme l'Allemagne fédérale ou l'Italie en ont recensés respectivement deux millions et un million et demi par saison.

A quel attribuer cette désaffection ? D'abord, estime M. Jacques Médéric, secrétaire d'Etat au tourisme et « parrain » de l'opération, au mépris qu'affectent volontiers de corps médical quant à une thérapeutique qui lui paraît à tort démodée. Au fait aussi que la Sécurité sociale n'ait cessé de réduire d'une année sur l'autre les remboursements intéressants des frais de cure. Et, enfin, à l'image de marque des stations françaises, où, outre la crainte de devoir côtoyer des personnes âgées — et souffrantes —, le curiste en puissance redoute de ne rencontrer qu'installations médiocres et équipement désuets.

L'effort entrepris devra donc porter avant tout sur la conception même des stations futures, qui devront être des endroits où l'on se soigne agréablement, dans un cadre moderne et où, à côté de la buvette, on puisse trouver un tennis, un golf, un club équestre, et, enfin, des hôtels qui ne ressemblent pas à des hôpitaux militaires...

Trois cent mille francs ont été engagés dans la campagne. L'avenir dira si nos asthmatiques et nos gourmeux auront compris le message, mais nous saurons avant si les professionnels, hôteliers en tête, acceptent de miser sur ce coup de poker.

UN PRÉFET PENSE A LA SÉCURITÉ DES SKIEURS

Les pentes de la Savoie sous haute surveillance

Le département de la Savoie est le département de France qui compte le plus grand nombre de stations de ski de classe nationale et internationale. Et la préfecture de Chambéry est réputée pour être particulièrement rigoureuse, peut-être depuis le drame de Val d'Isère (février 1970) quant aux problèmes de sécurité en montagne. Nous avons demandé à M. Georges Abadie, préfet de la Savoie, comment il concevait l'information des skieurs et quels sont les moyens à mettre en œuvre pour assurer leur protection.

« Ne serait-il pas utile tout d'abord de rappeler les risques inhérents à la montagne ? »

— Par sa nature même, la montagne crée des dangers et des risques qu'il faut toujours avoir présents à l'esprit : coulées de neige, avalanches, éboulements, brusques et souvent imprévisibles des conditions météorologiques, peuvent surprendre quiconque s'affronte à la montagne d'hiver. Même balisés et signalés, ces dangers naturels subsistent, et les imprudences sont souvent fatales : il y a eu, en Savoie, de ce fait, 5 morts en 1975, 8 en 1976, pour

un nombre total en France de 11 morts en 1975 et de 41 en 1976.

— Face à ces risques, quelles mesures et dispositions préventives avez-vous mises en place ?

— Tout d'abord, les commissions de sécurité instituées dans chaque commune, et composées de spécialistes de la montagne ; elles sont chargées de définir toutes les mesures utiles pour assurer la sécurité non seulement sur les pistes de ski, mais également sur tout le territoire de la commune (implantation des remontées mécaniques, délimitation des pistes de ski, conditions d'ouverture et de fermeture des pistes, application des règles de balisage des zones dangereuses). Ces commissions ont aussi le souci de l'information des skieurs, notamment par l'indication éventuelle des dangers d'avalanches. Je rappelle d'ailleurs, à cet égard, la signification du drapeau à damier noir et blanc, qui signale les dangers d'avalanche, et celle du drapeau noir supplémentaire lorsque ce danger est général dans toute la station. Il faut souligner ensuite le rôle actif des pisteurs-secouristes, qui ont la charge du balisage et de la surveillance des pistes et des premières interventions en cas de secours à un blessé.

« Enfin, le concours apporté par la Météorologie nationale est essentiel. Dans le dispositif de prévention, certaines stations de sports d'hiver (dix en Savoie) ont mis en place un poste d'observations à l'observatoire météorologique. Les renseignements relevés par ces différents postes sont, ainsi que ceux des autres départements alpins et départements pyrénéens, centralisés et exploités par le Centre d'études de la neige de Saint-Martin-d'Ère, qui diffuse un bulletin quotidien de prévisions nivométriques (situation actuelle et prochaine, évaluation des risques de coulées...) adapté aux Alpes du Nord et disponible à partir de 15 h. 30, qui peut, en Savoie, être consulté en appelant le répondeur téléphonique de la station de Bourg-Saint-Maurice (tél. : 07-08-24).

L'expérience des Arcs

— A côté de ces mesures préventives, dans quelles conditions sont assurés les secours en cas d'accident ?

— Chaque station dispose d'un service de sécurité des pistes qui travaille en étroite liaison avec le poste de gendarmerie de la station ou la brigade locale ainsi qu'avec le réseau des centres de secours des services d'incendie. Ces différents services font intervenir en fonction du lieu, de la nature et de la gravité de l'accident, et dans le cadre d'un plan départemental de secours en montagne défini par la direction départementale de la protection civile, les moyens adaptés à la situation : sociétés de secours en montagne, pelotons de gendarmerie de montagne, sapeurs-pompier, bénévoles de la Croix-Rouge, fonctionnaires des compagnies républicaines de sécurité, ainsi que, le cas échéant, les bataillons de chasseurs alpins, les moyens médicaux spécialisés, les chiens d'avalanches et les hélicoptères de la protection civile.

— Le ski hors piste pose certains problèmes, notamment de surveillance. Avez-vous poussé certaines stations à tenter des expériences à ce sujet ?

— Effectivement, une expérience originale a été lancée cette année à la station des Arcs. Elle consiste, afin de dissuader les skieurs de se risquer en neige profonde sans aucune sécurité, à leur offrir une « réserve » de neige vierge couvrant 3 000 hectares on seront maîtrisés les dangers d'avalanches. Ce secteur, qui pourra se pratiquer le « ski total », sera balisé, disposera de portes d'accès et sera surveillé par les services de sécurité. Le Centre de recherches sur la neige et les

avalanches (CERNA) d'Albertville a été l'un des principaux instigateurs de cette nouvelle formule.

« Une charte de ski total, délivrée avec les forfaits de remontées mécaniques, énonce six conseils fondamentaux : s'informer des caractéristiques et des conditions d'ouverture du secteur de ski total ; ne jamais skier seul ; être entraîné en neige tout terrain ; être équipé confortablement ; ne pas passer directement d'une piste balisée au secteur de ski total (emprunter les portes d'accès) ; en cours de descente, ne pas quitter le secteur ouvert. Prudence et vigilance : les dangers naturels subsistent.

— Le ski hors piste pose également le problème des dépôts en hélicoptère. Le nombre de points de dépôt a été jugé souvent trop important par certaines stations. Quelles dispositions sont prévues à ce sujet ?

— Il s'agit d'un problème réel. La Savoie, en effet, a de ce point de vue une géographie plus ouverte à l'usage de l'hélicoptère que celle des départements voisins. Elle a, par ailleurs, une plus grande concentration de stations, alors que les zones de haute altitude inaccessibles autrement que par voie aérienne sont très nombreuses. Songez que les stations et leurs pentes utilisées pour le ski de piste ne couvrent que 6 % du territoire montagnard. Toutefois, son usage doit être limité à des proportions raisonnables, de manière à préserver la nature, sauvegarder le silence des sites et permettre le ski de randonnée et l'approche des glaciers par le sentier des alpinistes en peau de chamois. C'est pourquoi, cette année,

j'ai réduit de moitié les points autorisés de dépôts et de reprises par hélicoptère. De plus, et dans un souci de sécurité, mon arrêté prévoit que les skieurs ainsi déposés devront être obligatoirement accompagnés d'un guide de haute montagne.

— Beaucoup d'accidents se produisent, néanmoins, du fait des skieurs eux-mêmes. Quelles précautions doit-on leur conseiller de prendre ?

— Les usagers de la montagne doivent considérer, tout d'abord, qu'ils ont des obligations. Un secours en montagne coûte cher. D'abord par l'importance des moyens déployés en hommes, en matériel, en heures de vol des hélicoptères. Par ailleurs, leur imprudence met souvent en danger la vie d'autres personnes, que ce soient d'autres skieurs ou les secouristes eux-mêmes. Aussi la première obligation est-elle de respecter scrupuleusement les consignes édictées par les arrêtés municipaux et de suivre les consignes de sécurité affichées au départ des pistes.

« Le ski est un sport qui donne à chacun d'entre nous le sentiment d'une liberté inégale, mais aussi l'illusion d'un affranchissement des règles de la nature. Le danger est d'oublier les réflexes élémentaires, c'est-à-dire : prévenir un proche de son itinéraire ; ne jamais partir seul ; interroger les services météorologiques ; respecter le balisage des pistes. Autant de précautions qui, oubliées, peuvent conduire très rapidement à des drames de la montagne qu'un peu de réflexion permettrait de limiter aux proportions actuelles. »

EN CALÈCHE A VERSAILLES

VERRA-T-ON circuler dans les allées du parc de Versailles les omnibus à chevaux du bon vieux temps ? C'est tout au moins l'idée originale qui est lancée par l'Association départementale des Yvelinois, qui s'est donné pour but de défendre l'environnement et les droits du piéton. L'association part d'une constatation bien simple. Sous prétexte que Versailles est entourée de forêts et dotée d'un parc illustre il n'y a guère d'espaces verts à l'intérieur de l'agglomération. Aussi les Versailles tréquentent-ils le parc du château comme d'autres vont au square du coin.

Mais, noblesse oblige, le dimanche et jours de fête, c'est un carrousel infernal de voitures, de motos et de cyclos, avec les gaz d'échappement et les dangers que

l'on imagine. Bref, les promeneurs n'ont plus qu'à rentrer se reposer chez eux.

Aussi l'association demande-t-elle que, dans le parc, les zones réservées aux piétons soient progressivement étendues. Ils suggèrent même une interdiction totale de la circulation des véhicules à moteur. En contrepartie, ils proposent d'installer un parc de location de vélos « et de triplés » à chaque entrée. Plus amusant, encore. Ils envisagent « un système de transport en commun hippomobile accessible aux enfants et aux personnes âgées ».

Le retour des « omnibus à crotin », en somme. Cela ferait assurément le bonheur des moineaux et des touristes. Et pour les véhicules, il suffirait de les tirer du musée des calèches du Grand Trianon tout proche.

ROBERT LAFFONT

Raconté par lui-même, la vie d'un Indien d'Amazonie de 1900 à 1970

SEBASTIAO BASTOS

Ma forêt au bord du grand fleuve

Récit recueilli par Claude Mossé

L'ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR

VOLS SPÉCIAUX

DÉPART DE PARIS

PALMA : 490 F.A.R.

ATHÈNES : 870 F.A.R.

NEW-YORK : 1.450 F.A.R.

DELHI : 2.200 F.A.R.

KARACHI : 2.200 F.A.R.

BANGKOK : 2.250 F.A.R.

BOMBAY : 2.300 F.A.R.

COLOMBO : 2.500 F.A.R.

HATTI : 2.400 F.A.R.

SEYCHELLES : 2.950 F.A.R.

RIO : 2.800 F.A.R.

TOKYO : 4.200 F.A.R.

TOUR DU MONDE : 7.300 F.A.R. valable un an

bon pour recevoir gratuitement notre brochure 78

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

LE CIRQUE DE NOËL A PARIS
c'est
BOUGLIONE au CHAMP-DE-MARS
ÉCOLE MILITAIRE
avec **L'HOMME CANON**
CIRQUE CHAUFFÉ
Tous les jours, à 15 h. et 21 h.
Dimanches 14 h. - 17 h. - 21 h.
à partir du 18 h. visite du Zoo et des Écuries - Rés. : 567-93-39

Vivre en virtuose

CLAUDE SARRAUTE.

VENDREDI 31 DÉCEMBRE

FRANCE-MUSIQUE

20 ■ 20. Soirée de musique _____ par l'Orchestre national de _____ direction W. Sorkovsky, avec G. _____ :
■ le Directeur de _____, ouverture (Mozart); ■ _____ danses _____; ■ Noces et Pagineo satirien (Mozart); Danses hongroises n° 1, ■ à (Brahms); Lieder ■ Reineck, Joseph, ■ Edward Strauss, Kaimar, ■ 22 h 30, Pablo Casals ■ _____; ■ 23 h, Gaspard, Melchior et Balzaczer s'arrêtent à la discothèque Radio-France.

SAMEDI 1^{er} JANVIER

DIMANCHE 2 JANVIER

pour violon n° 11 (Mozart) : « Cinquième symphonie »
Schubert) : 23 h. 15. (Mozart) : « Cinquième symphonie »
française : 1 h. 15. Trêve.

pour violon n° 11 (Mozart) : « Cinquième symphonie »
Schubert) : 23 h. 15. (Mozart) : « Cinquième symphonie »
française : 1 h. 15. Trêve.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

PRÉVISIONS POUR LE 1-2-77 DÉBUT DE MATINÉE

■ Brouillard
dans la région 4000
Verglas

[illegible]

LOTO TIRAGE DU **DECEMBRE 1976** n° **32**

**RAPPORT PAR GRILLE
GAGNANTE (POUR 1)**

6 bons numéros	530 383,20 F
4 bons numéros + numéro complémentaire	49 120,50 F
5 bons numéros	2 627,10 F
4 bons numéros	73,50 F
3 bons numéros	7,10 F

PROCHAIN TIRAGE LE 5 JANVIER 1977

VALIDATION JUSQU'AU 11 JANVIER 1977 APRES-MIDI

Les fêtes du Nouvel An

■ Les grands magasins parisiens seront fermés le 1^{er} janvier comme nous l'avons indiqué dans le Monde du 29 décembre. Ils seront ouverts le lundi 3 janvier, toute la journée, aux heures habituelles, à l'exception toutefois des Galeries Lafayette et des Printemps, qui ne seront ouverts que pendant l'après-midi.

Le Monde

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 278: 1039-1044.

MOTS CROISÉS

VERTICALEMENT

1

هكذا من الأصل

EQUIPEMENT LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A PROPOS DE...

LES PREMIERS RÉSULTATS DU TRAFIC POUR 1976

La meilleure année en l'air

L'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.) indique, dans son rapport annuel, que le trafic total des compagnies de transport aérien a augmenté, en 1976, de 10 % par rapport à 1975. Au même moment, l'aéroport de Paris annonce que pour la première fois le trafic des trois plate-formes parisiennes (Roissy, Orly, le Bourget) a dépassé en 1976 les vingt millions de passagers. Ces signes sont encourageants, sans plus.

Cette augmentation de 10 % du trafic mondial représente une amélioration sensible par rapport aux résultats de 1975 (5 %) et de 1974 (6 %).

Le trafic total des services réguliers en 1976 (passagers et bagages, fret et poste) est évalué à environ 93,2 millions de tonnes-kilomètres (93,2 millions de tonnes-milles). Les compagnies aériennes ont transporté environ 580 millions de passagers, réalisant au total 785 millions de passagers-kilomètres (785 millions de passagers-milles), soit 10 % de plus qu'en 1975. Le nombre de sièges offerts n'a augmenté que de 7 % par rapport à 1975, ce qui a entraîné une légère amélioration du coefficient moyen de remplissage, passagers, qui est passé de 69 % à 61 %.

Le trafic des marchandises

s'est élevé à 21,5 millions de tonnes-kilomètres (21,5 millions de tonnes-milles) en 1976 et a augmenté encore plus que le trafic de passagers. La croissance de 13 % ainsi enregistrée pour le fret représente une forte progression par rapport à 1975, où elle n'était que de 2 %.

Le trafic postal a légèrement augmenté, enregistrant une hausse d'environ 2 %.

Ces chiffres ne prennent pas en compte les résultats du trafic aérien en U.R.S.S. Mais l'agence Tass vient d'annoncer, de son côté, que la compagnie soviétique Aeroflot a transporté en 1976 10 millions de passagers en 1976, soit une augmentation de 30 % par rapport à 1975.

Autre indication donnée en cette fin d'année : les trois aéroports parisiens ont « traité », pour la première fois, en 1976 plus de vingt millions de passagers et plus de 400 000 tonnes de fret.

Perspectives difficiles

L'aéroport de Paris, qui donne ces chiffres, note que le trafic passagers et le fret ont doublé en sept ans. Paris confirme ainsi sa position de second aéroport européen pour les mouvements des avions et pour les passa-

gers, après Londres, et sa troisième position pour le fret, après Londres et Francfort. D'une manière générale, les taux de croissance auront été plus faibles à Paris qu'à Francfort (où le fret notamment a augmenté de 20 %), mais sensiblement plus importants qu'à Londres.

Ces résultats encourageants ne peuvent toutefois faire oublier les perspectives difficiles du transport aérien que M. Knut Hammariskjöld, directeur général de l'Association du transport international (IATA) regroupe les compagnies, lors de sa conférence à Rome, a souligné récemment ainsi : « L'accroissement de la demande de transport aérien qui a accompagné la fin de la récession laisse entrevoir une amélioration appréciable au chapitre des recettes et à celui du volume de trafic des compagnies aériennes mondiales. Il ne faut toutefois pas s'attendre que ces améliorations suffisent pour permettre à l'industrie d'atteindre ses objectifs sur le plan financier. Il est de plus en plus généralement admis que les déficits considérables, par rapport aux recettes nécessaires, qui se sont accumulés depuis la fin des années 60 font peser sur les compagnies la menace d'une crise de capitaux, laquelle ne peut manquer de répercuter ses effets sur l'industrie et sur la construction aéronautique et sur le service qui sera fourni au public dans l'avenir. »

AUTOMOBILE

LA ROVER 3500 « VOITURE DE L'ANNÉE »

La Rover 3500, construite par British Leyland, a été désignée comme « voiture de l'année » par un jury comprenant quarante-neuf journalistes représentant quinze pays européens.

La voiture britannique, qui sera commercialisée au printemps prochain sur le continent, a obtenu 127 points, précédant l'Audi 100 (118), la Ford Fiesta (113), la Renault 14 (98) et la Volkswagen Golf diesel (70).

La trophée de la « voiture de l'année » prend en considération l'ensemble des qualités de sécurité, confort, performances, innovation technique, compatibilité et valeur par référence au prix de vente. La Rover 3500 succède au palmarès à la Simca 1307/1308, couronnée en 1976, et à la Citroën CX, choisie en 1975.

DES PEUGEOT 504 SONT MONTÉES EN ESPAGNE

Des Peugeot 504 seront montées dès la fin de 1977 dans l'usine Citroën de Vigo, en Espagne. La production annuelle devrait atteindre trente-cinq mille véhicules, qui seront, pour moitié, réexportés.

Les éléments entrant dans la fabrication seront à 50 % d'origine espagnole. De son côté, la Régie Renault étudie avec la Roumaine, où elle fabrique déjà en coopération avec une firme nationale les voitures « Dacia », la possibilité de produire un nouveau type de voiture. Enfin, la Régie roumaine négocie également avec la Bulgarie un accord de coopération afin de construire des R-16 qui seraient commercialisés dans les pays du Comecon.

● Aux États-Unis, la production automobile a augmenté de 27,9 % en 1976, atteignant, au total, 11,5 millions de véhicules dont 8,5 millions de voitures particulières. General Motors a assuré 37,9 % de cette production. Ford 27 %, Chrysler 13,5 % et American Motors 2,5 %.

● Le gouvernement britannique vient de donner le feu vert pour la production d'une nouvelle Austin « mini », en accordant à la British Leyland plus de 10 millions de livres (800 millions de francs) de crédit, à annuler, vendredi 3 décembre, un porte-parole de la firme automobile.

Ce financement accordé par le gouvernement à la firme nationale était destiné à l'achat de la British Leyland, a ajouté le porte-parole. La nouvelle « mini » sortira en 1979 des chaînes de l'usine de Longbridge, à Birmingham (au centre de l'Angleterre).

SYNDICATS

Les cadres C.F.D.T. : le chômage devient une source d'inflation

La lutte contre le chômage, l'évolution du pouvoir d'achat et, d'autre part, le rôle et le pouvoir des cadres dans l'entreprise et dans la société, seront les thèmes essentiels de l'action des cadres U.C.C. (Union confédérale des cadres) de la C.F.D.T.

Cette organisation, dont le caractère spécifique avait été contesté au congrès confédéral de la C.F.D.T. à Annecy, au printemps dernier, estime avoir raffermi ses positions dans la centrale. L'équipe d'animation a été renouvelée et dispose de cinq « parlements », le mensuel « cadres C.F.D.T. » a été rénové.

L'organisation des cadres C.F.D.T. n'englobe pas, comme l'U.C.C.T.-C.G.T. ou la C.G.C., les agents de maîtrise et les techniciens supérieurs ; elle ne regroupe que les ingénieurs et les cadres proprement dits. Sous cette réserve, a déclaré M. Vanlerberghe, secrétaire général, lors de la conférence de presse qu'il a réunie le 29 décembre, l'U.C.C. peut revendiquer le second rang dans les résultats des élections professionnelles du secteur privé pour 1974, publiés par le ministère du travail : soit 11 % des suffrages, contre 36,5 % à la C.G.C., 7,8 % à la C.F.O. et 7 % à la C.F.T.C.

« On a trop vite dit que les cadres sont des salariés comme les autres. Sans s'opposer aux autres travailleurs, leur comportement se différencie dans l'entreprise. L'évolution des méthodes de direction, le déplacement des centres de décision, modifie leur

rôle et leur donne de nouvelles préoccupations », disent les dirigeants de l'U.C.C. en présentant leur programme d'action pour les prochains mois.

● L'emploi : 51 170 cadres chômeurs étaient inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi, au mois de novembre 1976. Le coût économique du chômage ne devient-il pas lui-même une source d'inflation par les dépenses improductives qu'il entraîne ? L'U.C.C. réclame une meilleure répartition des emplois par l'amélioration des conditions de travail, le contrôle et l'orientation des fonds publics vers des investissements créateurs d'emplois, etc.

● Les salaires : le gain brut mensuel des cadres, d'après le ministère du travail, a augmenté de 8,9 % entre avril 1975 et avril 1976, alors que celui des ouvriers progressait de 14 %. D'autres statistiques, cependant, dans les statistiques, et l'U.C.C. réclame une remise en ordre par une négociation des grilles de salaires ministérielles. Elle propose le maintien du pouvoir d'achat et son amélioration différenciée jusqu'à un niveau de 13 000 F par mois. Au-delà, la rémunération pourrait augmenter moins vite que le coût de la vie.

Enfin, l'U.C.C. prépare une douzaine de rassemblements régionaux du personnel d'encadrement, dans les principales villes de France, au cours du premier semestre 1977 sur le thème de la responsabilité des cadres dans la société.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Des immigrés en grève à Boulogne-Billancourt

« La blanchisserie, c'est pire que la mine »

Il y a plus de deux cents ouvriers immigrés — pour cent soixante-dix salariés — à la blanchisserie Ellis, 88, rue de Paris, à Boulogne-Billancourt. Depuis le 22 décembre, quatre-vingt-dix d'entre eux ont déclenché une grève pour obtenir un salaire minimum de 2 000 francs par mois sur la base de quarante heures de travail par semaine, un treizième mois, une prime d'ancienneté et la mensualisation de leur paie.

« Grève sauvage », ont répliqué les patrons, qui estiment ces revendications abusives et menacent de démissionner. Mais le « tapage » du même sort que celui subi par « deux mineurs venus de l'étranger » : la mise à la porte. Dès lors, la majorité des salariés, surtout les Vietnamiens, se tiennent coi : sans travail, ne risquent-ils pas de perdre leur autorisation de séjour ? Pourtant, les grévistes résistent. Avec l'aide de la C.G.T., qui leur offre gîte et couvert au siège de l'union locale, — ils organisent chaque jour des assemblées, envoient des délégations dans les mines du voisinage, interpellent les passants à la sortie du métro : « Un scandale à Boulogne... »

« Ils m'ont menacé je les ai licenciés »

La blanchisserie Ellis de Boulogne-Billancourt, fait partie du groupe des Blanchisseries de France, qui emploient trois mille cinq cents personnes dans une vingtaine d'établissements. Rue de Paris, les salaires ne sont guère élevés : les immigrés, et notamment les femmes, assez nombreuses, gagnent entre 9 francs et 11 francs. « Mais dans notre profession, dit le directeur, on a l'habitude de travailler beaucoup. Le samedi de quatre heures de travail, une semaine, un treizième mois, une prime d'ancienneté et la mensualisation de leur paie. »

Le conflit se complique d'un litige à propos de la reconnaissance d'une section syndicale C.G.T. Depuis dix ans, les travailleurs de l'entreprise se passent de syndicat. Ils étaient représentés au comité d'établissement par des délégués du personnel « sans appartenance politique ». Or, le 25 novembre, une section F.O. avait tenté de se constituer, signant un protocole d'accord avec la direction le 7 décembre sur des questions de routine. Le 13, apparaissait la C.F.T., qui signait elle aussi le protocole. C'est alors que deux travailleurs, soutenus par la C.G.T., « menèrent un certain tapage », selon la direction, « se déplaçant de service en service pour demander des débrayages ». Une altercation s'ensuivit entre eux et le directeur du centre. « Ils m'ont menacé, dit ce dernier. Je les ai aussitôt licenciés. » Le premier de ces deux salariés avait été nommé délégué syndical C.G.T., mais, n'ayant pas un an

de présence dans l'entreprise, il fut remplacé par son compatriote. Le directeur affirme que le licenciement a été notifié dans les formes avant cette nomination : la question est examinée par l'inspecteur du travail, ainsi que celle faite par la C.G.T., qui parle d'entraves au droit syndical.

En attendant, les grévistes — ceux-ci presque tous d'origine africaine — les femmes d'un côté, les hommes de l'autre, tentent de populariser leur lutte. En vingt-quatre heures, cinq mille tracts ont été distribués chez Renault, dans les magasins Eclair et chez Desnais. « Derrière nous, disent-ils, il y a plusieurs milliers de travailleurs immigrés, qui connaissent les conditions de travail déplorables dans les blanchisseries et les laveries. Nous demandons la reconnaissance syndicale. Les quatre-vingts grévistes ont adhéré en bloc à la C.G.T. »

JEAN BENOIT.

EMPLOI

A Troyes

LA LIQUIDATION DES ÉTABLISSEMENTS KASSE ENTRAÎNE 240 LICENCIEMENTS

Les établissements André Kasse de Troyes (Aube) cessent leurs activités, entraînant ainsi le licenciement de l'ensemble du personnel, soit deux cent quarante personnes.

La société, spécialisée dans la fabrication de pull-overs et de slips, avait déjà connu de sérieux difficultés en 1974. Un accord financier passé avec la société la Bonnal avait permis à l'époque d'éviter le dépôt de bilan.

Confrontés à la crise du textile, les établissements Kasse n'ont pas réussi à redresser leur situation au cours des deux dernières années, la Bonnal ayant, semble-t-il, décidé de retirer son soutien aux établissements Kasse, ceux-ci ont été déclarés en cessation de paiements le 8 décembre. Le 13, le bilan était déposé, et, le 27, le tribunal de commerce de Troyes a prononcé la liquidation des biens de l'entreprise.

Le personnel, parmi lequel figure une majorité de femmes, bénéficiera de la procédure de licenciement économique. Les syndicats ont l'intention d'effectuer des débrayages auprès du préfet et du maire de Troyes, M. Robert Galley, pour tenter de trouver une solution et éviter la fermeture pure et simple de l'entreprise.

● Nouveaux licenciements à Cholet : le magasin des Nouvelles Galeries de Cholet (Maine-et-Loire) a fermé définitivement ses portes, vendredi 31 décembre, entraînant le licenciement de cent trois personnes, dont vingt-huit seront reclassées. Quelques jours plutôt, les établissements Ernaut-Somus (machines-outils) avaient procédé à cent cinquante-six licenciements.

FAITS ET PROJETS

Circulation

RETOURS DIFFICILES

La direction des routes au ministère de l'équipement s'attend pour la journée du dimanche 3 janvier à de grandes difficultés de circulation, notamment aux abords de Paris et des grandes villes. Au trafic traditionnel des retours de week-end s'ajoutent en effet celui qui résulte des fêtes du Nouvel An et des retours des quinze jours de congés scolaires. Elle déconseille aux automobilistes d'aborder les grandes villes entre 16 heures et 24 heures.

D'autre part, le ministère de l'intérieur indique dans son dernier bulletin d'information qu'au cours des onze premiers mois de 1976, et par rapport à la période correspondante de 1975, le nombre des accidents de la circulation a augmenté de 1,1 %, celui des tués sur la route de 5,4 %, et celui des blessés de 0,9 %.

Paris

BELLEVILLE : FAMILLES RELOGÉES

Les quatre familles qui vivaient dans un immeuble en ruine au 15, rue de Belleville, Paris-19^e, et qui attendaient d'être relogées depuis plusieurs années (le Monde du 18 décembre) ont obtenu des logements dans les dix-neuvième et vingtième arrondissements.

Tourisme

DÉBRAYAGES DANS LES REMONTÉES MÉCANIQUES

La plupart des personnels C.F.D.T. des remontées mécaniques ont fait grève le jeudi 28 décembre, ainsi qu'ils l'avaient annoncé ces jours derniers (le Monde) du 28 décembre. Cependant, les arrêts de travail ont été observés de manière très variable suivant les stations : certaines n'ont pas été touchées ; dans la plupart des autres, la grève n'a pas duré plus d'une heure.

Toutefois, selon la fédération C.F.D.T. des transports, les personnels de Pralognan observent une grève illimitée, ceux des Arcs, des Mézannes et de Méribel ayant pour leur part débrayé pour vingt-quatre heures.

Cette journée d'action avait pour but d'exiger du syndicat patronal, « avec lequel les négociations « traitent » depuis deux ans », selon les termes de la fédération, des discussions enfin « sérieuses » sur l'ensemble des revendications.

GREVE AU PARC DE LA VANOISE

Les quatorze salariés du parc de la Vanoise ont lancé, le mercredi 29 décembre, un appel à la grève à partir du 5 janvier auprès des cinq cents personnes actuellement employées dans les cinq parcs nationaux et les dix-sept parcs régionaux de France.

Corse

M. RIOLACCI : la solution du problème est dans les urnes

« La solution du problème corse passe par la voie des urnes », estime M. Jean Riolacci, préfet de la région, qui souhaite que les diverses thèses « s'affrontent dans le cadre d'élections déployées et sans a priori » lors des « deux grandes consultations générales » prochaines.

Le préfet de la Corse qui a défilé sa position mercredi 29 décembre devant la presse régionale, considère que « la voie des urnes suppose la « désinstitutionnalisation » préalable ». Il a observé que cette solution est en fait une « solution institutionnelle avec des structures régionales avancées, basées sur une assemblée élue au suffrage universel avec ou non représentation proportionnelle et sans doute un exécutif élu ».

Pour leur part, les responsables du Front de libération national de la Corse affirment « qu'il n'y aura jamais d'affrontement entre les Corse ».

« La lutte révolutionnaire de derniers mois, poursuit le F.L.N.C., a été vaine dans sa poursuite de la permanence du nationalisme corse ».

Le F.L.N.C. pose aussi deux questions à Edmond Simeoni, le leader autonomiste emprisonné : « Considère-t-il toujours la Corse comme une colonie et l'état français comme un Etat colonialiste ? »

« Pense-t-il toujours que les élus sont les atouts du pouvoir et dans l'affirmative pourquoi les appeler à une concertation ? »

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.		La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	45,70	L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placements encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	49,04	"Placements encadrés"	34,00	39,70
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33	Double insertion	38,00	44,37
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73	"Placements encadrés"	40,00	45,70
			L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

l'agenda

Offres

de particuliers

Part. vd téléviseur « Grindig » avec télécommande, modèle 77, neuf, sous garantie, bi-voltage, plein écran, 56 cm. T. 727-34-27.

Animaux

Avant d'acquiescer UN CHIEN, comparez CHEMIN ANGLAIS du Bois de Boulogne 11 bis, avenue J.-B. Clément.

200 CHIENS

visibles s/p. place. Meilleures références 184, av. d'Italie - PARIS 13^e.

Bijoux

BIJOUX ANCIENS, BAGUES ROMANTIQUES. Se choisir chez GILLET, 19, rue d'Arcole, Paris-6^e. Téléphone : 633-40-43.

Hi-Fi

TMS HIFI 89, bd de Sébastopol, 75002 Paris Tél. : 234-57-41. Offre son casque haute fidélité à chaque acheteur de sa chaîne.

PIONEER P. 88 + SON MEUBLE

(Platine PL 12 D, 2 enceintes M. 30, 3 voies 25 W, ampli tuner 5 X 430). PRIX : 4.490 F. Garantie totale 3 ans.

Fournitures

FOURNITURES-OCASION

exclusivement de fournitures de bureau, matériel, etc. 91, rue du Théâtre, Paris-15^e. Tél. : 575-10-77.

Moquettes

30 à 70 % de remise sur moquette grande largeur, toutes qualités. 72-73-12 de 10 à 19 h (sauf dimanche et lundi matin).

Rencontres

Ne rêvez plus d'amis avec qui partager nos joies, nos goûts, quels qu'ils soient : artistique, sportif, touristique. Venez les trouver, gracieusement, à votre convenance. Colette LESURE - Paris (7^e) Tél. 588-95-16.

Vacances

Tourisme

Loisirs

HOTEL "NN" HELVETIQUE - 47 rue de l'Hotel-de-Poissy - 66000 NICE Centre ville - Tél. 15 (93) 80-15-55 Chambres climatisées, radio, TV, cuisine, salle de bains, chambre 1 personne 72 F, petit déjeuner, taxes comprises. Réduction 3 % sur présentation du journal. Si séjour 8 jours minimum : 50 F par jour.

L'immobilier

locations non meublées

Demande

région parisienne

Pour Société Européenne ch. d'ill. env. pour cadre. Durée 2 à 3 ans. T. : 285-57-82.

locaux commerciaux

A louer, à VIENNE

local commercial de première catégorie, situé rue Maréchal, emplacement de choix, surface 1.300 m² d'activités élevées, comprenant rez-de-chaussée et premier étage, boutiques très éclairées, climatisation, moquette, locaux aménagés, entrée de service particulière, le étage et rez-de-chaussée des services par ascenseur. Les espaces réservés aux bureaux peuvent être loués les uns des autres par des clauses adaptées.

Pour tous renseignements : PIERRE WERGESSEL/SCHIAFFI HD, Frau FISCHER, A-100 VIENNE Autriche.

propriétés

NANTIS Châteaux Louis XIII 7 ha - Maison récente 2 ha 100 m² - BELZ Morbihan, 5 p. + gds récept., 6 p. vastes dépendances. CÉLÉTIQUE, 2, rue Harcourt, NANTIS.

villas

A louer AUTRICHE Rézia, second, à SALZBURG, en la. sud de la ville, mais. de 5 p. + gds récept., 2 terrasses, cheminées en état de fonction, jardin av. piscine, quartier résidentiel et tranquille. Rens. : Progrès Werbung A-502, SALZBURG, Linzweg 22.

offres d'emploi

ÉCOLE PRIVÉE recherche PROFESSEUR PHILOSOPHIE expérience pédagogique confirmée 3 ans minimum. Tél. 885-29-57.

ÉCOLE EXCEPTIONNELLE rech. PROFESSEUR REMARQUABLE en math pour classes secondes et premières. Grande expérience pédagogique exigée : 3 ans minimum. Rens. : BONNELLES (villiers) 25 km sud de Paris. Villeries indésistables. P. rendez-vous : Tél. 805-29-57 / 700-79-75.

boxes-autos

EMPLAC. PARKING CENTRE PARIS (parcours) RENTABILITÉ ASSURÉE CREDIT 8 % - 288-49-22

bureaux

1 à 20 BUREAUX. 3e quartiers. Locations sans pas-de-port. AG. MAILLOT. T. : 775-45-33.

forêts

PARTIC. RECHERCHE FORÊT 500 m² à 1000 m², « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75002 Paris-6.

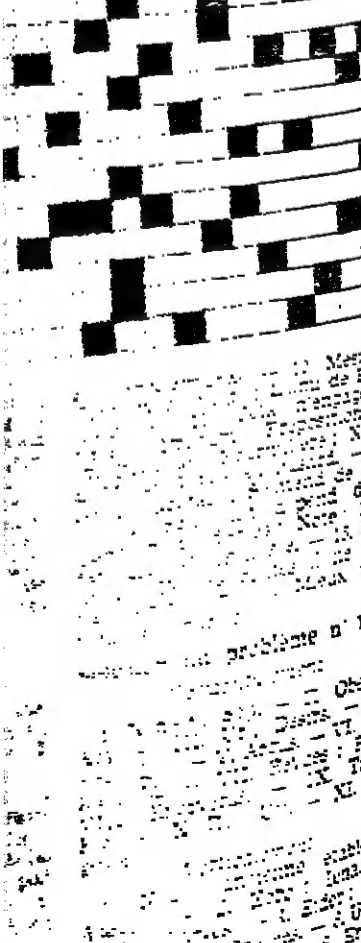
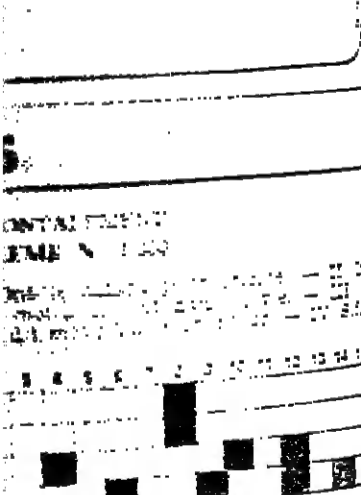


TIRAGE DU DECEMBRE 1976

24	32	47
41		

RAPOPORT PAR GRILLE

530 383,20 F
49 120,50 F
2 627,10 F
73,50 F
7,10 F



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

COMMERCE

Le gouvernement français entend obtenir d'importantes modifications à l'accord international « Multifibre »

Un comité interministériel s'est réuni, le 29 décembre, à l'hôtel Matignon, afin d'examiner la situation de l'industrie textile. Le gouvernement a notamment décidé de demander des modifications importantes de l'accord international du « Multifibre », signé en 1973 dans le cadre du GATT, qui arrive à échéance à la fin de 1977 et dont la renégociation va commencer (le Monde du 14 décembre).

Par ailleurs, Paris a décidé de demander, dès 1977, à ses partenaires de la Communauté, des modifications à l'application de l'accord afin de limiter l'impact des importations à bas prix. Enfin, des dispositions seront prises pour renforcer la compétitivité de l'industrie textile française. Le secteur traverse depuis deux ans une crise sévère qui a déjà causé la perte de nombreux emplois. Le textile et l'habillement comptent trois mille cinq cents entreprises qui emploient sept cent mille salariés, soit 13 % des emplois industriels français.

Le plan de sauvegarde de l'industrie textile arrêté par le comité comporte trois volets :

• Mesures immédiates de protection contre les importations. — Le gouvernement demandera à la Communauté économique européenne de décider immédiatement des modifications à l'application de l'accord Multifibre à l'intérieur de la Communauté. Ces décisions entraîneront donc en vigueur au cours de la dernière année d'application de l'accord, il pourrait s'agir, en particulier, de décider d'une nouvelle ventilation entre les pays membres de la C.E.E. des importations de textile en provenance des pays tiers, compte tenu de la situation de l'industrie textile de chaque pays. Le gouvernement français pourrait également demander que les mouvements de produits à l'intérieur même de la C.E.E. soient mieux contrôlés afin d'éviter les détournements de trafic intercommunautaire qui aggravent la désorganisation des marchés.

• Renégociation de l'accord Multifibre. — Le gouvernement donnera à la délégation française des instructions « pour que soient apportées à l'accord les modifications nécessaires à la situation de l'industrie d'exporter son activité dans des conditions stables assurées par un développement réellement ordonné et équilibré des échanges internationaux ». En clair, la France paraît désormais fermement décidée à obtenir des modifications importantes de l'accord lors de sa renégociation l'an prochain. Elle existerait notamment que l'on tienne compte des possibilités globales d'absorption du marché pour définir les quotas d'importation et l'origine des pays en voie de développement et que l'application de la clause de sauvegarde soit facilitée.

• Aide à l'industrie française. — Des mesures particulières seront prises afin de renforcer la compétitivité des entreprises du secteur. Des subventions supplémentaires seront notamment accordées aux firmes afin de développer l'innovation et les procédés nouveaux, d'une part, et de réaliser des investissements productifs d'autre part. Les aides pourraient être accordées par l'intermédiaire du F.D.E.S. ou du CIRIT.

A VOTRE SERVICE
europcar
645.21.25

(PUBLICITÉ)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE
DIRECTION NATIONALE DES COOPÉRATIVES DE L'A.N.P.
DÉLÉGATION INDUSTRIELLE
E. N. I. B.
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
N° P.M.I. 76-001
La D.N.C.A.N.P. - Délégation Industrielle, lance un appel d'offres international, pour la réalisation d'une menuiserie industrielle complète en lot unique ci-dessous :

Les dossiers de soumissions sont à retirer contre la somme de 800.00 DA (huit cents Dinars) à la D.N.C.A.N.P. Délégation Industrielle - Commission des Marchés - Sidi-Moussa (ALGER), avant le 12 février 1977, terme de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de trois (3) mois.

AGRICULTURE

L'ÉCONOMIE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON RESTERA TRÈS LARGEMENT BASÉE SUR LE VIN affirme M. Bonnet

Le gouvernement va s'engager dans une politique de reconversion d'une partie du vignoble languedocien, mais il n'a pas l'intention de modifier l'économie d'une région qui restera très largement basée sur le vin, a indiqué M. Bonnet, le 29 décembre, au micro de France-Inter.

Le ministre de l'Agriculture a affirmé que le chiffre de 100 000 ha de vignoble à reconverter, avancé par certains, était « tout à fait exagéré ». Le gouvernement prendra une décision le 19 janvier en s'appuyant sur « certaines » conclusions du rapport de M. Yves Beneyre, commissaire à la reconversion du vignoble languedocien.

La fédération C.F.D.T. de l'agriculture estime, pour sa part, que « les propos de M. Bonnet risquent de faire oublier, en mettant en avant une prétendue politique de qualité, qu'il aide lui-même les gros producteurs de « bidons » à se faire passer la rigue » en favorisant l'irrigation et en autorisant de nouveaux engagements, le tout avec des fonds publics ».

En 1976

LA RÉCOLTE DE VIN A PROGRESSÉ DE 16 %

La récolte de vin en France a atteint, en 1976, 73,03 millions d'hectolitres contre 63,97 millions d'hectolitres en 1975, soit une augmentation de 16 %.

La production se répartit pour l'essentiel en :

- 48,07 millions d'hectolitres de vin de consommation courante (65,8 %) contre 43 millions d'hectolitres en 1975 ;
- 13,02 millions d'hectolitres de vin d'appellation contrôlée contre 10,1 en 1975 ;
- 2,88 millions d'hectolitres de vins délimités de très supérieure contre 2,8 en 1975.

A la fin de la campagne (au 31 août), les stocks détenus à la propriété étaient de 27,27 millions d'hectolitres contre 27,18 en 1975.

BILLET

Les vieux les plus démunis victimes de l'austérité officielle

« Si je suis élu président de la République, je m'engage (à ce que), avant la fin de la première année de mon mandat, aucune personne âgée ne dispose de moins de 20 F par jour », disait, en avril 1974, le candidat à l'Élysée Giscard d'Estaing.

La parole lui tenue, mais, déjà, en mai 1975, le pouvoir d'achat des 20 F obtenus s'était passablement effrité. En cette fin d'année 1976, trente-deux mois d'inflation ont soulevé les fleurs du printemps électoral. Pour garder sa valeur à l'engagement d'été, il faudrait que le minimum accordé aux vieillards soit de 26,22 F. Or l'augmentation applicable au 1^{er} janvier 1977 ne leur donne que 24,68 F.

Après l'effort de 1974 (15,2 % de progression en pouvoir d'achat) et celui de 1975 (5,3 %), la politique de rattrapage s'est arrêtée. En 1976, les personnes âgées et les infirmes auront été ceux dont le niveau de vie aura été le plus mis à l'épreuve. En effet, le pouvoir d'achat moyen de l'ouvrier a augmenté de 3,4 % et celui du Smicard de 4,2 % (pour l'un et pour l'autre, compte tenu de la réduction des horaires). Les pensions de vieillesse et les rentes d'accidents du travail ont été, elles, améliorées de 7 % en valeur réelle.

Pour les personnes âgées touchant l'allocation minimale et les infirmes, au contraire, la progression n'aura été que de 1,7 % (dont moins de 0,7 % seulement durant le dernier semestre, alors que, en 1975, la seconde moitié de l'année leur avait apporté 5,7 % de pouvoir d'achat supplémentaire).

Circonstance aggravante : ces calculs sont basés sur l'indice officiel des prix, qui prend en compte les personnes âgées et de première nécessité pour une part inférieure à celle qu'elle représente dans le budget des « économiquement faibles ». Ils sont plus de deux millions à être ainsi mal traités. — J. R.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

- **BIC RENFORCE SA POSITION AUX ÉTATS-UNIS.** — Bic Pen Corporation, filiale de Bic aux États-Unis, vient d'acheter pour 20 millions de dollars la division de « rasoirs mécaniques et lames de rasoir » du groupe Feltz Morris. Cette division (40 millions de dollars de chiffre d'affaires) détient environ 13 % du marché américain du rasoir mécanique, dominé par Gillette. Bic, qui vient de commercialiser un rasoir jetable aux États-Unis, renforce ainsi sa position sur le marché américain. — (A.F.P.)

Conflits

- **CAISSE D'ÉPARGNE : LA JOURNÉE NATIONALE D'ACTION.** organisée le 30 décembre par le syndicat unitaire des caisses d'épargne de France, a été peu suivie : elle a surtout été marquée par des collectes de soutien aux grévistes de la Caisse d'épargne de Paris. Ces derniers ont voté la poursuite de la grève par 704 voix contre 61.
- **OCCUPATION D'USINE DANS LA VITICULTURE.** — Les cent quatre-vingt employés de la Société Industrielle de Lignage (production de ficelles et de cordons) qui a fermé ses portes le 29 décembre, ont décidé d'occuper les ateliers pour empêcher les fabrications en cours.

Conjoncture

- **M. PINAY** a déclaré jeudi 29 décembre, au cours d'une interview télévisée, que s'il avait été à la place de M. Barre, il aurait pris des mesures plus sévères de lutte contre l'inflation. « Si le plan de redressement de M. Barre ne réussit pas, nous risquons de voir compromettre toutes les réformes sociales des dernières années », a ajouté M. Pinay, qui était le même jour son quatre-vingt-cinquième anniversaire.

CONJONCTURE

LA LOI DE FINANCES POUR 1977

Plusieurs dispositions visent à faciliter l'investissement ou à améliorer la trésorerie des entreprises

Nous continuons aujourd'hui l'analyse de la loi de finances pour 1977 publiée au Journal officiel - du 30 décembre - (le Monde du 31). Signalons que l'« Officiel » du 31 publie le budget de l'État pour 1977 voté par le ministre.

• **Signes extérieurs de richesse.** — L'article 5 de la loi explique comment sera calculée la taxe exceptionnelle sur les éléments du train de vie : « Les contribuables qui ont eu à leur disposition, directement ou par personne interposée, pendant tout ou partie de l'année 1976, trois au moins des éléments du train de vie énumérés à l'article 168 du code général des impôts, autres que les résidences principales et les voitures d'une puissance égale ou inférieure à 16 CV, sont soumis à une taxe exceptionnelle établie et recouvrée comme en matière d'impôt sur le revenu, avec les mêmes garanties et sous les mêmes sanctions. L'assiette de cette taxe est constituée par le total des bases correspondant aux éléments mentionnés, telles qu'elles sont fixées par l'article 168 du code général des impôts. La taxe est perçue lorsque le total excède 60 000 F. Elle est égale à 2 % de ce total. Les contri-

buables doivent fournir les renseignements nécessaires à l'imposition dans le cadre de leur déclaration de revenu ou de bénéfices de 1976. »

On sait que l'article 168 du code général des impôts annule un certain nombre de signes extérieurs de richesse et affecte à chacun d'eux un coefficient qui permet de reconstituer — à partir de ces seuls signes — le revenu théorique du contribuable. Pour le calcul de la taxe exceptionnelle de 1977, l'article 5 de la loi de finances indique clairement que les voitures de moins de 16 CV et les résidences principales sont exclues. Le revenu forfaitaire ainsi établi, s'il dépasse 60 000 F, est taxé au taux de 2 %. Les déclarations de ces signes devront être faites spécialement en février prochain à l'administration, ne se contentera pas des indications sommaires fournies chaque année avec la feuille de déclaration des revenus.

• **Franchise de 2 000 F sur les dividendes.** — Les articles 57 et 58 intéressent tout spécialement les épargnants. Le premier article indique que les contribuables dont le revenu net (après toutes les déductions opérées) aura été inférieur à 150 000 francs, quel que soit le nombre de parts de quotient familial, pourront déduire 2 000 francs sur le montant imposable des dividendes de leurs actions. Cette disposition importante vaudra pour les années 1977 et suivantes.

La deuxième article étend, pour la première fois, aux causes de retraites le bénéfice de l'avoir fiscal.

• **Amortissement dégressif.** — L'article 59 est très favorable à l'investissement, puisqu'il relève de 20 % le coefficient de dégressif. En ce qui concerne les biens d'équipement acquis par les entreprises en 1977, sous réserve que ceux-ci aient été commandés avant le 1^{er} juin 1977, ainsi que pour les biens fabriqués par elles en 1977, les coefficients utilisés pour le calcul de l'amortissement dégressif sont : portés respectivement à 2,25 et à 2,5, ce qui aura pour effet d'augmenter la déduction des biens est de trois ou quatre ans, cinq ou six ans et supérieure à six ans. Pour ouvrir droit à la déduction de ces coefficients, les commandes de biens d'équipement passées entre le 1^{er} janvier et le 31 mai 1977 doivent être accompagnées du certificat, avant le 1^{er} juin 1977, d'un acompte au moins égal à 10 % du montant du prix.

• **Dividendes correspondant aux augmentations de capital.** — L'article 60 est lui aussi favorable aux investisseurs puisqu'il indique que les dividendes versés dans certaines conditions, être considérées comme des charges déductibles :

« Pour la détermination du bénéfice servant de base à l'impôt sur les sociétés, les sociétés françaises par actions qui se constituent ou qui procèdent à des augmentations de capital entre le 1^{er} janvier 1977 et le 31 décembre 1979 peuvent déduire les sommes effectivement allouées à titre de dividendes aux actions émises à l'occasion de ces opérations et représentant des apports en numéraire. »

« Toutefois, cette faculté ne peut être exercée que pendant les cinq premiers exercices suivant la constitution de la société ou la réalisation de l'augmentation de capital. »

« En outre, le montant de la déduction afférente aux sommes distribuées au cours d'un de ces exercices ne peut excéder 7,50 %

du capital appelé et non remboursé correspondant aux apports versés au premier alinéa, augmenté s'il y a lieu des primes d'émission versées par les actionnaires et inscrites au bilan de la société. »

• **Réévaluation des immobilisations non amortissables.** — L'article 61 précise les modalités de la réévaluation limitée des bilans autorisée cette année. L'article précise notamment : « Les personnes physiques ou morales qui exercent une activité commerciale, industrielle, artisanale, agricole ou libérale sont autorisées à réévaluer leurs immobilisations non amortissables, y compris les titres de participation, figurant au bilan du premier exercice clos à dater du 1^{er} janvier 1976. »

La réévaluation est obligatoire pour les sociétés cotées en Bourse, pour les sociétés dans lesquelles une société cotée détient une participation entrant dans le champ de l'établissement de comptes consolidés, ainsi que pour les autres sociétés commerciales, faisant publiquement appel à l'épargne. ... »

Ressources fiscales des régions : 35 F par région

• L'article 62 intéresse les petites entreprises qui veulent simplifier leurs obligations comptables (compte simplifié) faisant apparaître le bénéfice brut avec frais et charges, amortissements, provisions.

• L'article 63 concerne l'imposition des agriculteurs au bénéfice réel. Désormais, la limite de 500 000 francs du chiffre d'affaires qui détermine l'imposition au réel se calcule sur une moyenne pendant deux années consécutives.

• L'article 64 étend aux professions libérales les avantages fiscaux (10 % d'abattement sur les bénéfices imposables) attribués aux centres de comptabilité agréés dont bénéficient déjà les artisans et les commerçants.

• L'article 65 indique comment sont limités les frais généraux des entreprises.

• Enfin l'article 66 augmente les possibilités de petites entreprises des régions, en portant notamment le plafond de ressources autorisées de 25 F à 35 F par habitant.

DE NOMBREUSES PLUS-VALUES SUR TERRAINS AGRICOLES SERONT EXONÉRÉES

Un décret publié le 30 décembre au Journal officiel indique les limites « en dessous » desquelles un prix de cession ou d'acquisition de terrains agricoles ou forestiers est exonéré du paiement de la taxe sur les plus-values. Ces prix sont les suivants (au mètre carré) :

- 35 F pour les vignobles à appellation contrôlée et les cultures florales ;
- 11 F pour les cultures fruitières et maraichères ;
- 9 F pour les vignobles produisant des vins délimités de qualité supérieure ;
- 5 F pour les vignobles autres qu'à appellation contrôlée ;
- 5 F pour les autres terrains agricoles.

La hausse des prix de détail en novembre (en %)

	EN 1 MOIS (nov. 1976 comparé à oct. 1976)	EN 3 MOIS (nov. 1976 comparé à sept. 1976)	EN 1 AN (nov. 1976 comparé à nov. 1975)
ENSEMBLE	0,8	5	10,1
ALIMENTATION	0,8	6,1	11,4
Produits à base de céréales	0,2	5,5	12,3
Viande de boucherie	1	5,5	11,3
Pois et charcuterie	1,5	7,7	18,3
Volailles, lapins, produits à base de viande	3,4	6,2	10,8
Produits de la pêche	1,4	6,3	12,5
Laits et fromages	0,3	3,7	8,8
Œufs	1	9,7	17,3
Corps gras et beurres	0,4	1,1	4,4
Légumes et fruits	2	7,9	12,6
Autres produits alimentaires	0,6	4,7	7,3
Bolsuons alcoolisés	0,3	2,4	9,4
Bolsuons non alcoolisés	0,4	20,7	28,8
PRODUITS MANUFACTURÉS	1,3	3,9	8,3
Habillement et textiles	1,1	4,2	8,1
Autres produits manufacturés	1,3	3,8	8,3
SERVICES	0,4	5,7	11,9
Services relatifs au logement	0,3	4,6	13,1
Transports	0,3	4,1	9,3
Séjour, loisirs, culture, sport	0,3	5,8	10,5
Services de santé	0,8	7	7,5
Transports publics	0,2	1,3	10,5
Services d'entretien de véhicules	0,4	5,8	12,5
Services privés	0,2	5,8	12,5
Hôtels, cafés, restaurants, cantines	0,5	5,8	12,5

MARCHÉS LONDRES

Tableaux de bourses de Londres, Paris, New York, etc., avec cours de diverses actions et obligations.

هكذا من الأصل

150000

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

PLUS IRRÉGULIER

Bien que plus irrégulier, le mouvement de hausse des valeurs françaises s'est poursuivi pendant la semaine, le jeudi, à la Bourse de Paris, où l'on a même enregistré une légère recrudescence de la demande, après la cotation des premiers cours.

Parmi les compartiments qui ont conservé leurs bonnes dispositions de la veille, citons les laboratoires pharmaceutiques (Métron + 5 %, Bion + 3 %) et les établissements de crédit (C.R. + 5 %, B.C.T. + 5 %). En revanche, l'industrialisme était plus hésitant (Saint-Louis - 4 %, S.A. + 3 %, de même que les magasins (S.T.V. - 3 %, J.P. + 5 %, Lafayette + 2 %) et la métallurgie (M. + 3 %) et la métallurgie (M. + 3 %) et la métallurgie (M. + 3 %).

Le sentiment général est resté positif, mais les investisseurs ont été plus réservés, en raison de la construction des volumes de transactions. Des ordres d'achat en provenance de l'étranger ont été observés, mais ils ont été compensés par des ventes de titres français.

Sur le marché de l'or, dont le volume a dépassé les 12 millions de francs, le lingot a gagné, et même au-delà, tout le terrain cédé cette semaine, à 23 240 F (après 21 800 F), contre 22 000 F en octobre. En revanche, le napoleon s'est encore effondré de 0,60 F à 225,50 F (après 226 F).

Taux du marché monétaire
à 10 jours : 10 1/4 %

LONDRES

CALME MAIS BIEN ORIENTÉ

Malgré le manque d'affaires, le marché a bien tenu, vendredi, à l'ouverture. Aux industrielles, les valeurs progressaient légèrement, L.T.I. s'élevait à 6 points. Nouvelle hausse des fonds d'Etat. Les pétroles, en revanche, variaient peu, irrégulièrement en clôture.

100 livres sterling : 154 50 contre 154 75 (100 dollars) (154 50 contre 154 75)

NEW-YORK

Reprise

Après une semaine de calme, le marché a repris, vendredi, à Wall Street. L'indice des industrielles a été poussé par la hausse de la barre de 1 000, ramenant en cours de séance, l'indice à 1 200 points.

Le volume des transactions a augmenté : 257 millions de titres ont été échangés, contre 231 millions la veille. Les valeurs étrangères ont été poussées par la hausse de la barre de 1 000, ramenant en cours de séance, l'indice à 1 200 points.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CASINO. — Pour les dix premiers mois, à fin novembre 1976, la société a réalisé un chiffre d'affaires, toutes taxes comprises, de 4 465 millions de francs, soit une progression de 13,7 % par rapport à la période correspondante de 1975.

SUREDIS DES ALLUMETTES. — La firme chimique suédoise Kemnord lance une O.P.E. sur les actions de la société et propose aux actionnaires de leur échanger leurs titres sur la base d'une action Kemnord pour quatre actions d'Allumettes.

SAINT-LOUIS. — La société a annoncé la mise en œuvre d'un plan de réduction de 25 % de son effectif, à la fin de l'année 1976.

INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 le 31 déc. 1975.)

Valeurs françaises : 29 420,30
Valeurs étrangères : 110,93
C. DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 le 31 déc. 1975.)
Indice général : 63,5

BOURSE DE PARIS - 30 DÉCEMBRE - COMPTANT

VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.
3 %	104,50	104,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
4 %	105,50	105,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
5 %	106,50	106,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
6 %	107,50	107,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
7 %	108,50	108,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
8 %	109,50	109,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
9 %	110,50	110,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
10 %	111,50	111,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
11 %	112,50	112,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
12 %	113,50	113,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
13 %	114,50	114,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
14 %	115,50	115,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
15 %	116,50	116,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
16 %	117,50	117,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
17 %	118,50	118,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
18 %	119,50	119,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
19 %	120,50	120,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
20 %	121,50	121,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
21 %	122,50	122,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
22 %	123,50	123,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
23 %	124,50	124,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
24 %	125,50	125,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
25 %	126,50	126,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
26 %	127,50	127,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
27 %	128,50	128,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
28 %	129,50	129,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
29 %	130,50	130,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
30 %	131,50	131,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
31 %	132,50	132,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
32 %	133,50	133,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
33 %	134,50	134,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
34 %	135,50	135,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
35 %	136,50	136,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
36 %	137,50	137,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
37 %	138,50	138,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
38 %	139,50	139,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
39 %	140,50	140,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
40 %	141,50	141,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
41 %	142,50	142,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
42 %	143,50	143,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
43 %	144,50	144,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
44 %	145,50	145,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
45 %	146,50	146,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
46 %	147,50	147,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
47 %	148,50	148,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
48 %	149,50	149,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
49 %	150,50	150,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
50 %	151,50	151,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
51 %	152,50	152,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
52 %	153,50	153,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
53 %	154,50	154,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
54 %	155,50	155,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
55 %	156,50	156,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
56 %	157,50	157,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
57 %	158,50	158,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
58 %	159,50	159,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
59 %	160,50	160,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
60 %	161,50	161,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
61 %	162,50	162,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
62 %	163,50	163,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
63 %	164,50	164,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
64 %	165,50	165,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
65 %	166,50	166,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
66 %	167,50	167,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
67 %	168,50	168,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
68 %	169,50	169,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
69 %	170,50	170,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
70 %	171,50	171,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
71 %	172,50	172,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
72 %	173,50	173,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
73 %	174,50	174,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
74 %	175,50	175,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
75 %	176,50	176,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
76 %	177,50	177,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
77 %	178,50	178,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
78 %	179,50	179,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
79 %	180,50	180,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
80 %	181,50	181,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
81 %	182,50	182,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
82 %	183,50	183,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
83 %	184,50	184,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
84 %	185,50	185,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
85 %	186,50	186,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
86 %	187,50	187,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
87 %	188,50	188,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
88 %	189,50	189,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
89 %	190,50	190,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
90 %	191,50	191,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
91 %	192,50	192,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
92 %	193,50	193,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
93 %	194,50	194,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
94 %	195,50	195,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
95 %	196,50	196,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
96 %	197,50	197,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
97 %	198,50	198,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
98 %	199,50	199,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
99 %	200,50	200,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80
100 %	201,50	201,50	SAF (Stm) Cont.	315	315	Lynd-Allemant	94	94	OFIMES	80	80

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète des valeurs étrangères, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cotes. Elles sont corrigées le

UN JOUR DANS LE MONDE

2. OCEAN INDIEN
 - MADAGASCAR : Un an de la voie socialiste (III), par J.-C. Pomont.
- 2-3. PROCHE-ORIENT
 - Les Libanais en France (II), par Roger Cans.
 - Le président Sadat préconise un « lien institutionnel » entre le futur Etat palestinien et la Jordanie.
3. AFRIQUE
4. AMERIQUES
4. ASIE
 - CHINE : « Le Quotidien du peuple » annonce la libération de l'art et de la littérature prolétaires.
- 4-5. L'ELECTION DU PARLEMENT DE STRASBOURG
 - DEUX POINTS DE VUE : « Une assemblée aux pouvoirs limités », par Jean Vergès, et « En 1950, M. Debré proposait des élections européennes », par Dusan Sidjanski.
6. EUROPE
 - ALLEMAGNE FEDERALE : L'événement évangélique de Berlin-Ouest prend sa retraite.
 - PORTUGAL : démission du chef d'état-major de l'armée de l'air.
7. L'AFFAIRE DE BROGLIE
7. POLITIQUE
8. JUSTICE
8. DEFENSE
 - Le Paro achète des avions soviétiques.
8. RELIGION
 - Centre-point de vue : « L'Eglise démentie », par André Frossard.
8. MEDICINE
 - La lutte contre la rage.
8. EDUCATION

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

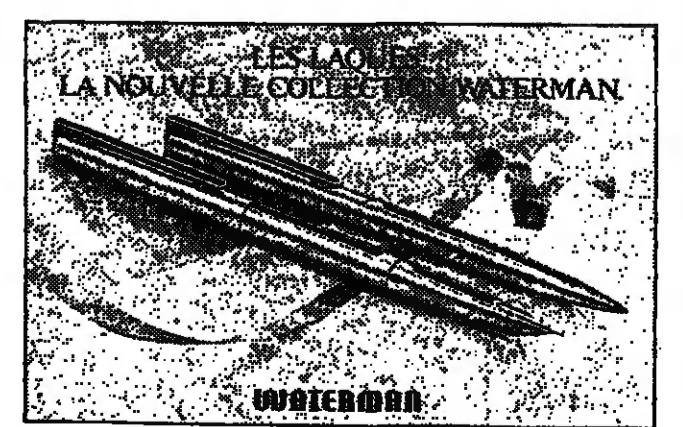
Pages 9 à 12

- « Quand la neige va, tout va... » : Les pentes de la Savoie sous haute surveillance.
 - Plateau de la table : Lyon-navigable (suite).
 - Cite d'été : En avant... arches.
 - Mode : Maitre, Hippisme; Jeux; Philatélie.
13. SPORTS
 - Basket-ball : le match France-Finlande.
 - 13-15. ARTS ET SPECTACLES
 - Formes : deux graveurs.
 17. EQUIPEMENT ET REGIONS
 - A propos des premiers résultats du trafic aérien pour 1976.
 - 17-18. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
 - CONFLITS ET REVENDICATIONS : « La blanchisserie, c'est pire que la mine ».
 - CONJONCTURE : La loi de finances pour 1977 (suite).

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (18)
 Annonces classées (17) :
 Aujourd'hui (16) ; Carnet (8) ;
 Journal officiel (16) ; Méteo-
 logie (16) ; Mots croisés (16) ;
 Sources (19).

Le numéro du « Monde »
 daté 31 décembre 1976 a été tiré
 à 337 347 exemplaires.



Pour ceux qui aiment offrir.

Les leçons de M. Ségué sur les prix

M. Georges Ségué a fait parvenir jeudi 30 décembre aux directeurs des différents organes de presse (journaux, radios et télévisions) une lettre affirmant que la C.G.T. avait « beaucoup à dire sur les commentaires qui ont accompagné l'annonce de la hausse (0,8 %) de l'indice officiel des prix en novembre. Le leader cégétiste estime notamment que l'écho donné à cette information visait à « accréditer l'idée de l'efficacité du plan Barre ». L'essentiel, ajoute M. Ségué, est qu'ils ont délibérément ignoré le fait qu'il existe en France deux systèmes d'évaluation de la hausse des prix : celui de l'INSEE et celui de la C.G.T. En passant totalement sous silence le second, vous privez l'opinion publique d'un élément majeur d'appréciation.

Cette lettre de M. Ségué appelle trois remarques :

EN CONFLIT AVEC LEUR DIRECTION

A Lyon, cent dix éboueurs immigrés sont licenciés

De notre correspondant régional

Lyon. — L'entreprise lyonnaise M.O.I. dont une des activités principales est la collecte des ordures ménagères dans diverses villes du sud-est de la France, a annoncé mardi 30 décembre, aux représentants du personnel sa décision de licencier cent dix salariés pour faute grave, c'est-à-dire à peu près tout l'effectif des travailleurs immigrés chargés du ramassage dans différents arrondissements de Lyon et dans plusieurs communes de la banlieue. Cette décision intervient après un arrêt de travail, le 24 décembre, et le conflit a duré pendant deux jours de grève qui, survenant après celui des éboueurs communaux, avait paralysé l'entreprise Monin-Ordures Services en avril dernier. L'armée avait alors été mobilisée pour enlever une partie des ordures ménagères qui s'entassaient dans certaines rues.

Comme pour le conflit déclenché au printemps, la grève de décembre a eu pour origine la réorganisation du service. Selon les délégués C.F.D.T., cette réorganisation devait entraîner un surcroît de travail ; à partir du mois de janvier 1977, en effet, un char-geur sur trois aurait été supprimé, et la longueur des tournées augmentée, condition qui, selon les syndicalistes, amoindrirait considérablement les avantages des heures supplémentaires forfaitaires. La création d'un second centre de départ dans la banlieue ouest de Lyon posait, en outre, le problème du transport du personnel jusqu'à ce lieu de rassemblement. La direction avait fait sur ce point une promesse écrite de règlement et c'est la raison pour laquelle les chargés avaient accepté de reprendre le travail le 27 décembre, refusant toutefois, ce jour-là comme le mardi 28, d'effectuer plus de huit heures de travail, mesure qui, en conséquence, au lendemain des fêtes de Noël, de laisser une partie des ordures sur la voie publique.

Après l'annonce des cent dix licenciements pour lesquels la M.O.I. a obtenu l'autorisation de la direction départementale du travail, M. Ségué a déclaré : « J'ai fini mon travail. Les syndicats doivent recueillir leurs instances et leur texte complet des propositions patronales a été rédigé. Je suis sûr que nous aurons un bon accord à faire ».

Pour la seconde fois, donc, les négociations sont interrompues, sans qu'aucune nouvelle date de réunion ait été fixée. La grève commencée le 18 novembre est prolongée au moins jusqu'au 5 janvier. Elle entre ainsi dans sa troisième phase. En effet, une première série de discussions avait abouti le 6 décembre à un consensus d'échec. La négociation était alors menée par M. Xavier Lathière, directeur d'Antenne 2, la S.F.P. (Société française de production) ne prenait pas part aux réunions. Après dix jours de suspension, M. Edeline était présent par le

1) Il n'entre pas dans notre tâche d'« accréditer l'idée de l'efficacité du plan Barre », mais de commenter les faits. Quand l'indice est mauvais, nous le disons ; quand il traduit une amélioration, nous le disons aussi.

2) Quand M. Ségué écrit que la presse écrite et parlée a « délibérément ignoré le fait qu'il existe en France deux systèmes d'évaluation de la hausse des prix : celui de l'INSEE et celui de la C.G.T. », il se trompe ou il trompe. D'une part, parce que le Monde publie très régulièrement l'indice des prix de la C.G.T. D'autre part, parce que la C.G.T. n'est pas, en dehors de l'INSEE, la seule organisation à publier un indice des prix ou un budget type : la C.F.D.T., F.O., l'UNAF, l'U.C.R., la C.S.C.V., la Confédération syndicale du cadre de vie, ex-C.N.A.P.F., font de même.

Si les résultats de l'indice de la C.G.T. ne sont pas repris aussi largement par la presse que ceux de l'indice de l'INSEE, c'est en partie parce que la crédibilité de l'hermétique cadre de la centrale ouvrière n'est pas très grande. La C.G.T. n'a, en effet, jamais voulu préciser un certain nombre de points importants, notamment la façon dont sont effectués ses relevés. — A. V.

En revanche, les plus-values réalisées en 1977 seraient impossibles, en 1978, même si elles ont été réalisées sur des biens dont l'achat ou l'acquisition datent de 1976, 1975, 1974, etc. — A. V.

Le comte de Paris a été hospitalisé, ce vendredi matin 31 décembre, à l'hôpital Broca, à Paris. Le chef de la Maison de France est âgé de soixante-trois ans.

Accident de la mine en Tchecoslovaquie. — Quarante-cinq mineurs ont été ensevelis jeudi soir 30 décembre dans une mine de charbon à Staré, dans le bassin d'Ostrava, à la suite d'un coup de grisou, annonce-t-on officiellement vendredi. Les travaux de sauvetage se poursuivent pour les dégager. — (A.F.P.)

APRÈS L'ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS

La grève des artistes-interprètes se poursuit

Après l'échec de la rencontre du 30 décembre, la grève des artistes-interprètes se poursuit à la télévision, largement suivie grâce au soutien des professionnels du « spectacle vivant ». La prolongation du mouvement est envisagée jusqu'au 15 janvier, les artistes réalisant des « post-synchronisations » pensent cesser le travail la semaine prochaine. Des grèves semblables ont duré plusieurs mois aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne... Si les pro-

grammes de Noël ont été parfois perturbés, il ne semble pas que ce mouvement soit im- populaire auprès des téléspectateurs qui, s'ils en comprennent les raisons, n'en ressentent pas encore toutes les conséquences. Cependant, de nombreuses productions sont arrêtées. « C'est une lourde hypothèque sur les programmes de 1977 », dit M. Edeline, président de la S.F.P., qui a joué un rôle de médiateur dans le conflit.

L'accord des partenaires s'est toujours situé au niveau le plus bas. Les syndicats, de leur côté, pratiquant une unité d'action sans faille, ont accepté des concessions à propos de la rémunération des droits secondaires des travaux enregistrés (rediffusion, cassettes, commercialisation), puis ils ont mis à l'arrière-plan la revendication d'un salaire minimum de journée. La garantie d'un minimum de production passant avant la rétrocession de la pratique des retransmissions ; ainsi ont-ils demandé des programmes sur spectacles lyriques, chorégraphiques ou les variétés diffusées par les chaînes ; ainsi a-t-on encore révisé des quotas de films à la télévision.

Peut-être les responsables des chaînes de production ont-ils senti la détermination des grévistes. Ils ont été contraints de donner à leurs propositions une certaine uniformité. Mais, sur chaque question, le gouvernement pour être le médiateur dans une négociation globale, les responsables des sociétés de production se sont séparés sans être parvenus à l'accord. Pendant deux heures et demie, les représentants des syndicats des artistes-interprètes (S.F.A.-C.G.T. et S.F.P.) ont discuté avec les responsables des chaînes nationales et ceux des sociétés de production. La veille, ces derniers avaient accepté de céder de la garantie d'un volume de création minimum, reconnu la priorité de cette question. Pour les artistes-interprètes le volume de production est la première et la dernière condition de la sécurité de l'emploi ; c'est aussi — pour le public des téléspectateurs — l'assurance d'une part faite dans les programmes à la création, cette condition recommandée par M. Valéry Giscard d'Estaing.

Le 27 décembre, Mme Françoise Giscard déclarait au micro de France-Inter qu'il faudrait envisager une augmentation de la création, elle évoquait la possibilité pour les chaînes de proposer aux syndicats des artistes-interprètes en grève une « fourchette chiffrée », allant des cent trente heures annuelles proposées par les chaînes jusqu'à cent quatre-vingt heures ; elle parlait de rencontrer M. Jean-Charles Edeline à ce sujet.

Mais, à l'issue de la réunion de jeudi, le président de la S.F.P., qui depuis le 10 décembre revendique le rôle de médiateur dans ce conflit, déclarait : « J'ai fini mon travail. Les syndicats doivent recueillir leurs instances et leur texte complet des propositions patronales a été rédigé. Je suis sûr que nous aurons un bon accord à faire ».

Pour la seconde fois, donc, les négociations sont interrompues, sans qu'aucune nouvelle date de réunion ait été fixée. La grève commencée le 18 novembre est prolongée au moins jusqu'au 5 janvier. Elle entre ainsi dans sa troisième phase. En effet, une première série de discussions avait abouti le 6 décembre à un consensus d'échec. La négociation était alors menée par M. Xavier Lathière, directeur d'Antenne 2, la S.F.P. (Société française de production) ne prenait pas part aux réunions. Après dix jours de suspension, M. Edeline était présent par le

DE NOMBREUSES PLUS-VALUES IMMOBILIÈRES SERONT EXONÉRÉES

Dans l'analyse des textes d'application de la loi sur l'imposition des plus-values publiée au Journal officiel du 30 décembre (le Monde date du 31), nous avons écrit : « Les plus-values immobilières dégrèvées en 1977, quelle que soit la date d'achat du bien, seront imposables en 1978. » De nombreux lecteurs se sont inquiétés de cette formulation.

Précisons donc que les dispositions visées par le Parlement, et dont nous avions largement rendu compte lors des débats de juin dernier, exonèrent toutes les plus-values immobilières des biens achetés avant le 31 décembre 1977, et dont la vente ou l'acquisition du bien remonte à vingt ans pour les immeubles bâtis et à trente ans pour les terrains à construire. Rappelons également que des dispositions spécifiques exonèrent, dans de très nombreux cas, les plus-values réalisées lors de la vente d'une résidence secondaire. Rappelons, enfin, que les plus-values sur résidence principale seront exonérées étant entendu qu'une résidence est dite principale dès lors qu'elle a été habitée au moins cinq ans.

En revanche, les plus-values réalisées en 1977 seront imposables, en 1978, même si elles ont été réalisées sur des biens dont l'achat ou l'acquisition datent de 1976, 1975, 1974, etc. — A. V.

Le comte de Paris a été hospitalisé, ce vendredi matin 31 décembre, à l'hôpital Broca, à Paris. Le chef de la Maison de France est âgé de soixante-trois ans.

Accident de la mine en Tchecoslovaquie. — Quarante-cinq mineurs ont été ensevelis jeudi soir 30 décembre dans une mine de charbon à Staré, dans le bassin d'Ostrava, à la suite d'un coup de grisou, annonce-t-on officiellement vendredi. Les travaux de sauvetage se poursuivent pour les dégager. — (A.F.P.)

L'accord des partenaires s'est toujours situé au niveau le plus bas. Les syndicats, de leur côté, pratiquant une unité d'action sans faille, ont accepté des concessions à propos de la rémunération des droits secondaires des travaux enregistrés (rediffusion, cassettes, commercialisation), puis ils ont mis à l'arrière-plan la revendication d'un salaire minimum de journée. La garantie d'un minimum de production passant avant la rétrocession de la pratique des retransmissions ; ainsi ont-ils demandé des programmes sur spectacles lyriques, chorégraphiques ou les variétés diffusées par les chaînes ; ainsi a-t-on encore révisé des quotas de films à la télévision.

Peut-être les responsables des chaînes de production ont-ils senti la détermination des grévistes. Ils ont été contraints de donner à leurs propositions une certaine uniformité. Mais, sur chaque question, le gouvernement pour être le médiateur dans une négociation globale, les responsables des sociétés de production se sont séparés sans être parvenus à l'accord. Pendant deux heures et demie, les représentants des syndicats des artistes-interprètes (S.F.A.-C.G.T. et S.F.P.) ont discuté avec les responsables des chaînes nationales et ceux des sociétés de production. La veille, ces derniers avaient accepté de céder de la garantie d'un volume de création minimum, reconnu la priorité de cette question. Pour les artistes-interprètes le volume de production est la première et la dernière condition de la sécurité de l'emploi ; c'est aussi — pour le public des téléspectateurs — l'assurance d'une part faite dans les programmes à la création, cette condition recommandée par M. Valéry Giscard d'Estaing.

Le 27 décembre, Mme Françoise Giscard déclarait au micro de France-Inter qu'il faudrait envisager une augmentation de la création, elle évoquait la possibilité pour les chaînes de proposer aux syndicats des artistes-interprètes en grève une « fourchette chiffrée », allant des cent trente heures annuelles proposées par les chaînes jusqu'à cent quatre-vingt heures ; elle parlait de rencontrer M. Jean-Charles Edeline à ce sujet.

Mais, à l'issue de la réunion de jeudi, le président de la S.F.P., qui depuis le 10 décembre revendique le rôle de médiateur dans ce conflit, déclarait : « J'ai fini mon travail. Les syndicats doivent recueillir leurs instances et leur texte complet des propositions patronales a été rédigé. Je suis sûr que nous aurons un bon accord à faire ».

Pour la seconde fois, donc, les négociations sont interrompues, sans qu'aucune nouvelle date de réunion ait été fixée. La grève commencée le 18 novembre est prolongée au moins jusqu'au 5 janvier. Elle entre ainsi dans sa troisième phase. En effet, une première série de discussions avait abouti le 6 décembre à un consensus d'échec. La négociation était alors menée par M. Xavier Lathière, directeur d'Antenne 2, la S.F.P. (Société française de production) ne prenait pas part aux réunions. Après dix jours de suspension, M. Edeline était présent par le

Le 27 décembre, Mme Françoise Giscard déclarait au micro de France-Inter qu'il faudrait envisager une augmentation de la création, elle évoquait la possibilité pour les chaînes de proposer aux syndicats des artistes-interprètes en grève une « fourchette chiffrée », allant des cent trente heures annuelles proposées par les chaînes jusqu'à cent quatre-vingt heures ; elle parlait de rencontrer M. Jean-Charles Edeline à ce sujet.

Mais, à l'issue de la réunion de jeudi, le président de la S.F.P., qui depuis le 10 décembre revendique le rôle de médiateur dans ce conflit, déclarait : « J'ai fini mon travail. Les syndicats doivent recueillir leurs instances et leur texte complet des propositions patronales a été rédigé. Je suis sûr que nous aurons un bon accord à faire ».

A Moscou

Il y a encore trois mille trois cents prisonniers politiques au Chili

déclare M. Luis Corralan

De notre correspondant

Moscou. — Les Iroscita ont publié, jeudi 30 décembre, le premier entretien de M. Corralan avec un journaliste soviétique. M. Corralan n'a pas évoqué pendant cette rencontre les conditions de sa libération. Id est contenté de remercier « tous les Soviétiques de tout ce qu'ils ont fait pour ma libération et de tout ce qu'ils font pour la libération de tous les autres camarades chiliens ». Selon lui, le nombre de prisonniers politiques détenus dans les prisons et les camps chiliens serait de trois mille trois cents. Deux mille autres personnes sont portées disparues, a-t-il ajouté, avant d'affirmer : « La lutte se poursuit. Le mouvement de solidarité avec la lutte du peuple chilien a une immense impor-

tance... Au nom des communistes chiliens, j'exprime la certitude que vous les Soviétiques préférez toujours à notre peuple votre noble appui. Nous en avons très besoin ».

Dans un autre passage de l'entretien, M. Corralan raconte comment il réussissait à écouter Radio-Moscou lorsqu'il était prisonnier au Chili, et comment il recevait des colis en provenance de l'Union soviétique, colis dont les gardiens enlevaient au préalable les emballages et les étiquettes soviétiques.

M. Corralan, qui est en U.R.S.S. depuis bientôt deux semaines, n'a encore rencontré aucun journaliste occidental, et l'on ignore toujours s'il donnera une conférence de presse. — J. A.

M. Toon a pris ses fonctions d'ambassadeur « provisoire » des États-Unis

De notre correspondant

Moscou. — Les États-Unis ont de nouveau un ambassadeur en U.R.S.S. Il s'agit de M. Malcolm Toon, soixante ans, qui est arrivé jeudi 30 décembre à Moscou en tant qu'ambassadeur « provisoire ». Le Congrès américain étant en vacances, le Sénat n'a pas pu encore, en effet, approuver la nomination de M. Toon par M. Ford. Comme tous les ambassadeurs américains, M. Toon devra, d'autre part, donner sa démission le 30 janvier au nouveau président, mais on pense que M. Carter le saura de choisir le nouveau représentant des États-Unis en U.R.S.S. Washington commençant à s'implanter, les Soviétiques ont finalement préféré donner leur accord à la nomination de M. Toon plutôt que d'envenimer encore leurs rapports avec les États-Unis.

Que reproche-t-on à Moscou au nouvel ambassadeur américain ? Officiellement rien. En fait, d'être un partisan d'une ligne « dure » dans les rapports Est-Ouest et aussi, murmuré-t-on, de venir d'Irlande, où il représenterait son pays. Un incident survenu en 1965 peut expliquer les réticences soviétiques : alors que M. Toon venait de quitter Moscou, où il occupait la fonction de conseiller politique, il fut l'objet de vives attaques dans un hebdomadaire soviétique, Nedelja, qui affirmait qu'il appartenait à la C.I.A. Interrogé jeudi soir, à son arrivée à Moscou, sur cet incident, M. Toon a simplement répondu : « M. Toon ne croit pas le passé et ne regarderait pas l'avenir, mais collègues soviétiques sont préparés à le faire, fy suis aussi prêt ». — J. A.

Il se confirme que le gouvernement a l'intention de nommer un nouvel ambassadeur aux États-Unis au moment de la mise en place de l'administration Carter. Le successeur de M. Kissinger-Mohr, ambassadeur à Washington depuis 1972 — et qui devait normalement conserver ses fonctions jusqu'à l'âge de la mise à la retraite, en janvier 1978 — serait M. Francis Laubach, directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay.

« Les réponses apportées à nos questions ne correspondent pas à nos demandes », ont déclaré les syndicats, à l'issue de la réunion de jeudi. — M. L. B.

M. DE LABOULAYE SERAIT NOMMÉ AMBASSADEUR À WASHINGTON

Il se confirme que le gouvernement a l'intention de nommer un nouvel ambassadeur aux États-Unis au moment de la mise en place de l'administration Carter. Le successeur de M. Kissinger-Mohr, ambassadeur à Washington depuis 1972 — et qui devait normalement conserver ses fonctions jusqu'à l'âge de la mise à la retraite, en janvier 1978 — serait M. Francis Laubach, directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay.

« Les réponses apportées à nos questions ne correspondent pas à nos demandes », ont déclaré les syndicats, à l'issue de la réunion de jeudi. — M. L. B.

L'ITALIE VA RÉVALUER SON STOCK D'OR

L'Italie sera le deuxième pays, après la France, à révaluer son stock d'or pour tenir compte de la hausse intervenue sur le marché et de l'abandon du cours officiel. La décision a été annoncée jeudi par le ministre du Trésor, M. Gaetano Stanetti. Elle devra être ratifiée par le Parlement. En conséquence, les réserves métalliques de la Banque d'Italie, qui sont légèrement supérieures à 2 500 tonnes, vont voir leur valeur en lire quadrupler. Le mode d'évaluation en vigueur jusqu'à maintenant se basait sur un prix d'environ 42 dollars l'once et sur un cours du dollar de 625 lire. Le nouveau calcul sera établi à partir du cours actuel du dollar en lire (autour de 875 lire pour 1 dollar) et du prix de l'or consulté sur le marché. Le stock d'or était évalué à quelque 1 800 milliards de lire ; sa valeur figurera au bilan de la Banque d'Italie pour environ 9 000 milliards de lire.

M. Stanetti a justifié cette décision en rappelant que le cours officiel de l'or avait été abandonné,

Nous avons publié dans nos éditions datées des 30 et 31 décembre le texte d'un exposé (jusqu'au 6 mars 1976 par M. Jean-Ellenstein devant l'Institut d'études slaves, à l'occasion du vingtième anniversaire du XX^e congrès du P.C. soviétique. Dans la seconde partie de cet exposé, l'historien communiste déclarait : « Les partis communistes étrangers ne furent informés que tard du contenu du rapport Khrouchchev ; dans le cas du P.C.P., seulement le lendemain matin, par l'envoi du texte qui devait être rendu le soir même avec promesse de n'en point parler ».

L'humanité de vendredi 31 décembre publie ce court extrait, suivi des lignes suivantes : « Nous opposons un démenti catégorique à cette affirmation et nous laissons à l'histoire l'entière responsabilité de ses commentaires ».

[Évoquant dans sa biographie de Maurice Thorez (ed. Payot), la façon dont une délégation du P.C.P. au 20^e Congrès du P.C. soviétique fut mise au courant du contenu du

LES NOUVEAUX

CHINE : prospérité et sont promues

AU JOUR LE JOUR

Voyez comme en peu d'espace...

ROBERT ESCOFFIER

Viennent de par

LA POLITIQUE

de JACQUES MITTERAND

Les comités

L'AFFAIRE DU

de MENET CASTER

• Dictionnaire général de la langue française

• Étymologie des mots

• Les mots de la langue